



BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF

12/02/2020

Pour dynamiser le marché des capitaux de l'Uemoa P16

Les 5 propositions d'Amadou Gon Coulibaly

Approvisionnement en eau potable à Yao-Obou PK61 P8

Les épouses des ambassadeurs apportent la " vie " à 4000 âmes

Promotion des champions nationaux P10

Les attentes du secteur privé

Éducation nationale / Projet P10

Une nouvelle méthode pour apprendre les mathématiques et le français

P10

Sur les pas de Léopold Sédar Senghor Amadou Soumahoro et 40 parlementaires francophones à Dakar

Le président de l'Apf a effectué récemment une tournée dans plusieurs pays et engagé diverses médiations.



Le président de l'Apf a rencontré le Chef d'État sénégalais Macky Sall et Moustapha Niasse le président de la section Apf Sénégal.

Le Bureau de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (Apf) s'est réuni les 28 et 29 janvier 2020 à Dakar à l'invitation de la section sénégalaise et de M. Moustapha Niasse, président de l'Assemblée nationale du Sénégal. Cet événement, qui a réuni plus de quarante parlementaires francophones issus de quatre continents, s'est déroulé sous la présidence de M. Amadou Soumahoro, président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire et président de l'Apf. M. Moustapha Niasse a rappelé, dans son discours d'ouverture, que « notre institution interparlementaire a un rôle de premier plan à jouer pour contribuer à la recherche de solutions urgentes et durables ». M. Amadou Soumahoro a appelé de ses vœux « une Apf dynamique qui construit et favorise la paix et le développement dans l'espace francophone ». Après avoir entendu et échangé avec l'Administratrice de l'Organisation internationale de la Francophonie, Mme Catherine Cano,

les membres du Bureau ont poursuivi les réflexions en faveur d'une institution plus agile et au fonctionnement plus collégial, afin de renforcer son efficacité. A l'occasion d'une communication sur le cinquantième de la Francophonie, le Secrétaire général parlementaire, M. Jacques Krabal, a notamment invité tous les parlements francophones à pavoiser leur édifice aux couleurs de la Francophonie. M. Slim Khalbous, recteur de l'Agence universitaire de la Francophonie, a exposé les nouvelles orientations de l'Apf et a invité les institutions francophones à créer davantage de synergie pour donner plus de lisibilité à la Francophonie institutionnelle. Par ailleurs, Son Excellence Monsieur Macky Sall, Président de la République du Sénégal, a rendu visite au Bureau, ce qui est une première pour un Chef d'État. L'Apf est l'Assemblée consultative de la Francophonie. Elle regroupe des parlementaires de 87 parlements ou organisations interparlementaires. M. Sall a tenu à rappeler qu'il accordait une attention toute particulière aux

travaux de l'Apf, notamment sur la jeunesse et les questions de sécurité au Sahel. A cette occasion, la distinction de Grand-Croix de l'Ordre de la Pléiade lui a été décernée. Le Bureau a, en outre, adopté un nouveau plan de communication et de modernisation des statuts. Il a demandé à la Commission politique de lui proposer une révision des

mécanismes de vigilance démocratique pour mieux accompagner les pays en difficulté. Par ailleurs, les membres du Bureau ont auditionné Mme Diéh Mandiaye Ba, présidente de la Commission des lois de l'Assemblée nationale du Sénégal, sur le thème de « l'enregistrement des enfants à l'état civil ». À également été adoptée une motion proposée par M. Pierre-André Comte, président de la section du Jura suisse, sur le rayonnement et la promotion du français dans les slogans de l'espace francophone et lors des prochains Jeux olympiques. Les parlementaires ont enfin entendu une communication de la délégation marocaine sur la préparation de la 46e session de l'Apf et la 9e édition du Parlement francophone des jeunes, qui se dérouleront au Maroc. La section marocaine a aussi proposé aux parlementaires comme thème du débat général : « Démocratie au XXIe siècle : les nouveaux défis ». Ce Bureau, très riche et fécond, a réaffirmé l'objectif d'efficacité et de transparence au service des valeurs de la démocratie ■

SERCOM ASSEMBLÉE NATIONALE

• L'Apf s'approprie la question des enfants sans identité

C'est le 31 janvier dernier que le président de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (Apf), Amadou Soumahoro, a regagné Abidjan, après avoir présidé la réunion du Bureau de l'Apf les 28 et 29 janvier 2020 à Dakar, au Sénégal. Lors de cette séance de travail, la question des enfants sans identité de l'espace francophone, ainsi que celle du terrorisme ont été débattues. Précisons que le Président de la République du Sénégal, Macky Sall, a été élevé à la dignité de Grand-croix de l'ordre de la pléiade de la Francophonie. Bien avant, le Président sénégalais a pris part aux travaux au cours desquels il a indiqué qu'il accordait une attention toute particulière aux conclusions de la réunion du Bureau de l'Apf, notamment sur la jeunesse et les questions de sécurité au Sahel.



Amadou Soumahoro et ses pairs se soucient des enfants sans états civils. (PHOTOS : DR)

En outre, il a été décidé, lors de ces assises, que le Maroc abritera la 46e session de

l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, ainsi que la 9e édition du Parlement

francophone des jeunes (Pjf) du 4 au 12 juillet 2020 sous le thème général : « Démocratie au XXIe siècle : les nouveaux défis ». Par ailleurs, le Bureau a adopté un nouveau plan de communication et de modernisation des statuts de l'Apf. Il a demandé à la Commission politique de lui proposer une révision des mécanismes de vigilance démocratique pour mieux accompagner les pays en difficulté. Le Bureau de l'Apf s'est réuni à Dakar à l'invitation de la section sénégalaise et de Moustapha Niasse, président de l'Assemblée nationale du Sénégal. Cet événement a réuni plus de quarante parlementaires francophones issus de quatre continents, et s'est déroulé sous la présidence d'Amadou Soumahoro, président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire et président de l'Apf ■

SERCOM

• Vers la levée de la mise sous alerte du Bénin en juillet 2020

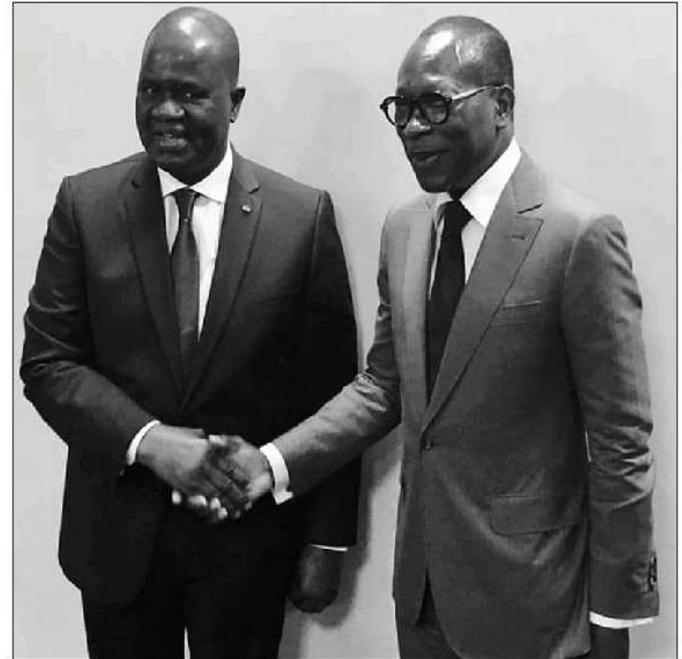


Le président de l'Assemblée nationale ivoirienne qui préside l'Apf, était en mission de bons offices au Bénin. (PHOTOS DR)

Du 2 au 5 février dernier, une délégation du Bureau de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (Apf) conduite par son président, Amadou Soumahoro, a séjourné au Bénin afin de rechercher une solution à la crise politique que connaît ce pays, à la suite des élections législatives du 28 avril 2019. Au cours de cette mission de bons offices, la délégation

de l'Apf a pu rencontrer les différents acteurs politiques béninois. Notamment le Président de la République, SEM. Patrice Talon, les parlementaires, le ministre de la Justice en charge des Relations avec les institutions, le président de la Cour suprême, l'Agence nationale de lutte contre la corruption, les ambassadeurs francophones accrédités au Bénin, les partis politiques d'opposi-

tion et de la majorité au pouvoir, les organisations internationales (Système des Nations unies, l'Union européenne), la société civile, les professionnels des médias. Ils ont évoqué, entre autres, le statut de la majorité et de l'opposition dans le cadre de la législation sur les partis, le statut de l'opposition parlementaire, la situation de l'Etat de droit et de la séparation des pouvoirs, l'état des



Amadou Soumahoro et le Président Patrice Talon ont échangé lors de sa tournée.

lieux des droits de l'homme et des libertés publiques, la liberté d'expression et des médias. Toutes choses qui leur ont permis d'écouter

toutes les parties prenantes et de se faire une opinion fondée sur les causes de la crise, mais également sur les actions et les initiatives prises, depuis lors, dans le cadre du dialogue entre les acteurs politiques béninois. Forte de la qualité du travail accompli, la délégation de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie s'est réjouie de la disposition de tous les acteurs à poursuivre les réformes nécessaires pour favoriser une large par-

ticipation inclusive dont les élections communales et municipales du 17 mai seront le premier baromètre. Il est fort à parier que la bonne tenue de ces élections ainsi que les progrès réalisés pour sortir de la crise amèneront l'Apf à suggérer à la prochaine réunion de son bureau, au Maroc, en juillet, la levée de la mise sous alerte du Bénin ■

SERCOM ASSEMBLÉE NATIONALE

Parlement de la Cedeao Amadou Soumahoro salue le bilan des représentants ivoiriens

Le groupe national des parlementaires de la Cedeao a échangé, hier, avec le président de l'Assemblée nationale, Amadou Soumahoro. Amy Toungara, la présidente de ces femmes et hommes ivoiriens qui ont représenté et défendu, pendant 8 ans (deux mandats de 4 ans), les intérêts de la Chambre basse du Parlement de la Côte d'Ivoire au sein du Parlement de la Cedeao, conduisait la délégation. A sa sortie de l'entrevue, elle a dit avoir fait le bilan des missions qu'ils ont effectuées au nom de l'Etat dans cette institution communautaire.

Le premier responsable de l'hémicycle ivoirien a salué le travail colossal abattu par son équipe et elle. Il leur a exprimé toute la fierté et la reconnaissance de l'Etat ivoirien pour la réussite de leur mission. Amadou Soumahoro a profité de l'occasion pour rendre hommage à Amy Toungara. « Si la Côte d'Ivoire a été bien représentée avec une équipe



Le président de l'Assemblée nationale, Amadou Soumahoro et le groupe national des parlementaires ivoiriens de la Cedeao conduit par sa présidente, Amy Toungara (2e à partir de la gauche).

solidaire, c'est grâce à elle. Elle a été une bonne présidente. Je voudrais la féliciter », a-t-il dit. Heureuse de ces mots aimables à l'endroit de son équipe et à son endroit, la présidente du groupe national des parlementaires ivoiriens au Parlement de la Cedeao a déclaré:

« Nous sommes fiers de notre travail. Nous avons bien représenté notre pays. Notre souhait est que ceux qui vont nous remplacer fassent de même ». Et d'ajouter: « Depuis 2012, nous sommes au Parlement de la Cedeao. Nous y avons travaillé pour le compte de la Côte

d'Ivoire. Il fallait que moi qui suis en fin de mission, je vienne rendre compte à mon président et lui dire que la mission qu'il m'a confiée a été bien accomplie ». Avant de rassurer Amadou Soumahoro quant à leur disponibilité, même si leur mandat a pris fin ■

KANATÉ MAMADOU

• Diplomatie parlementaire active au Bénin

Depuis le 28 avril 2019, le Bénin connaît une crise politique, à la suite des élections législatives béninoises qui ont permis de renouveler les 83 sièges de l'Assemblée nationale. Dans la recherche de solution à cette crise, une délégation de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (Apf) conduite par son président, Amadou Soumahoro, y effectue une mission de bons offices. Dans cette optique, celle-ci a eu, le 3 février dernier, à la cour du Palais des gouverneurs à Porto-Novo, une séance de travail avec le président de l'Assemblée nationale du Bénin, Louis Gbèhounou Vlavanou et les membres de la section locale de l'Apf. A cette occasion, le président du Parlement béninois s'est réjoui de l'implication de l'Apf

qui permettra de comprendre ce qui s'est réellement passé sur le terrain en touchant du doigt la réalité. Pour Louis Gbèhounou Vlavanou, « les événements qui ont précédé ou succédé aux dernières élections législatives se conjuguent désormais au passé, du fait des initiatives prises, depuis lors, pour la cohésion sociale et l'apaisement politique ». Quant au président de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, il a indiqué que l'Apf est venue pour comprendre cette crise politique et aider les Béninois à en sortir. Cette mission au Bénin est l'une des décisions de la dernière réunion du bureau de l'Apf tenue à Dakar, au Sénégal, les 28 et 29 janvier ■

SERCOM

Sénat/ Jeannot Ahoussou-Kouadio :

“Les Ivoiriens doivent comprendre qu’ils ont un pays à construire”

Le président du Sénat a accordé à Yamoussoukro, des audiences à plusieurs personnalités.



Le Système des Nations Unies et son coordonnateur résident Poinso Philippe promettent leur soutien à la Côte d'Ivoire.

Le coordonnateur résident du système des Nations unies en Côte d'Ivoire, Poinso Philippe, a été reçu le lundi par le président du Sénat. Au terme des échanges qui ont duré plus 1h30 mn, le président Jeannot Ahoussou-Kouadio a rappelé que cette institution qui entretient d'excellentes relations qui datent de depuis les premières heures de l'indépendance de la Côte d'Ivoire, a toujours accompagné le gou-

vernement ivoirien pendant et après la crise post-électorale de 2010. Après la crise, elle se tient toujours, selon le président du Sénat, aux côtés de la Côte d'Ivoire à travers ses appuis multiformes, dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (Odds) des Nations unies dont l'Agenda 2063 de l'Union africaine (Ua) fait partie. Selon le président du Sénat, il a évoqué avec Poinso Philippe, la question de l'organi-

sation du futur forum sur les collectivités territoriales et comment les Nations unies peuvent accompagner son institution. A ce grand rendez-vous de réflexion, les Nations unies entendent donc apporter leur appui au Sénat ivoirien. Pour sa part, Poinso Philippe qui est à sa toute première sortie officielle, s'est dit honoré par le président du Sénat. Il a indiqué qu'ils ont passé en revue la question de la localisation des Odds qui

est une grande priorité pour les populations à la base. Le diplomate onusien a également souligné le rôle important que doit jouer le Sénat dans l'atteinte de ces Odds. Poinso Philippe a enfin réaffirmé l'engagement de son institution à accompagner le Sénat au cours du prochain séminaire en vue d'une meilleure prise en compte des aspirations des populations.

La deuxième audience a été accordée à Lee Joon Hyun, coordonnateur général de l'Ong internationale Young fellowship, qui a échangé avec le président du Sénat sur une offre de formation aux sénateurs. Il convient de noter que cette Ong a été créée le 19 mars 2001, en Corée du Sud, par Dr. Ock Sool Park. Elle est dirigée en Côte d'Ivoire par

son coordonnateur national Lee Joon Hyun et son président-pays, Alexis Kemahon. Présente dans 186 pays et dans 44 localités ivoiriennes, cette Ong s'est fixé pour objectif d'inculquer aux populations comment participer pleinement et activement à la construction et au développement du pays.

N'DRI CÉLESTIN

Diplomatie

Le consulat général de la Côte d'Ivoire à Lyon officiellement ouvert lundi

La communauté ivoirienne vivant à Lyon et ses environs attendait cet événement. C'est chose faite. Elle n'aura plus à parcourir des kilomètres pour se faire établir un document administratif. Le Consulat général de Côte d'Ivoire à Lyon a été officiellement inauguré lundi. C'est tout à l'honneur de Lambert Aka Ezoa, le tout premier Consul général de Côte d'Ivoire à Lyon qui y a pris fonction depuis le 1er juillet 2019. « Le Consulat général de Côte d'Ivoire à Lyon est né de la vision du Président de la République de Côte d'Ivoire, SEM Alassane Ouattara, de rapprocher l'administration ivoirienne des Ivoiriens de la diaspora partout où ils se trouvent, ainsi que des amis de la Côte d'Ivoire, usagers des services publics extérieurs ivoiriens », a expliqué le diplomate ivoirien, dans son discours dont une copie a été transmise à *Fraternité Matin*. Se félicitant que ce Consulat général est le premier Consulat général de Côte d'Ivoire en France.

Le choix de la ville de Lyon, deuxième ville économique de France, selon lui, répond aux besoins de satisfaire les attentes de la communauté ivoirienne vivant dans la circonscription consulaire et de renforcer les liens économiques entre la Côte d'Ivoire, Lyon et les régions de la circonscription consulaire du Consulat général, eu égard à leurs nombreux atouts industriels et économiques qui en font un pôle économique renommé, dynamique et attractif. « C'est donc à raison que les autorités ivoiriennes ont décidé d'en faire le point d'ancrage d'une coopération décentralisée et mutuellement bénéfique », a ajouté Lambert Aka Ezoa. Le Consulat général de la Côte d'Ivoire à Lyon a une double mission.



Le consul général Lambert Ezoa a bénéficié du soutien des autorités de la Ville de Lyon.

La première vise à rapprocher la diaspora de leur pays, vu les nombreuses demandes de passeport biométrique. A ce niveau, le Consul général dénombre environ 5000 Ivoiriens à Lyon et sa région et plus de 13000 dans sa zone d'intervention couvrant 5 régions : 13 régions métropolitaines, 43 départements. La deuxième mission a un volet beaucoup plus économique. Il s'agira pour la représentation consulaire de mobiliser de petites et moyennes entreprises françaises et de les mettre en contact avec des opérateurs ivoiriens en vue d'éventuels investissements en Côte d'Ivoire.

Parce qu'en fait, dans l'ordre protocolaire, le consulat général ne s'occupe que des petites et moyennes entreprises, des artisans qui veulent s'installer en Côte d'Ivoire et l'ambassade gère la macro-économie. « Dans ce contexte, le Consulat général de la République de Côte d'Ivoire à Lyon est appelé, au-delà de ses missions traditionnelles, à être le maillon fort d'un partenariat novateur axé, dans le cadre de la coopération décentralisée, sur l'éduca-

tion, la formation, la culture, la science, la technologie, le sport, les échanges commerciaux et les investissements qui doivent être adaptés aux besoins des populations et aux attentes des investisseurs de nos deux pays », soutient Lambert Aka Ezoa.

C'est pourquoi, il a traduit toute sa reconnaissance et sa gratitude aux autorités françaises et à toutes les personnes qui ont contribué à l'ouverture du Consulat général de Côte d'Ivoire à Lyon dont Gérard Collomb, maire de Lyon, à S.E.M. Charles Gomis, ambassadeur de Côte d'Ivoire en France et à Roux Dechavanne, précédemment Consul Honoraire de Côte d'Ivoire à Lyon, pour son engagement de tous les instants en faveur de la Côte d'Ivoire et pour sa sollicitude constante à l'égard de la communauté ivoirienne, de même que pour sa contribution à la promotion économique de la Côte d'Ivoire dans la région et au développement des relations économiques entre la région et la Côte d'Ivoire.

GERMAINE BONI
(Info : Consulat général)

L'ambassadeur suisse reçu par Ahoussou-Kouadio

Le président du Sénat, Jeannot Ahoussou-Kouadio, a reçu en audience le 7 février, au siège de son institution à Yamoussoukro, Anne Lugon Moulin, ambassadeur de Suisse en Côte d'Ivoire. Durant leur entretien d'une trentaine de minutes à huis-clos, les deux personnalités ont passé en revue les relations cordiales que la Côte d'Ivoire et la Suisse entretiennent depuis des décennies. « Nous sommes dans la continuité de la belle et grande coopération entre la Côte d'Ivoire et la Suisse dont l'initiateur premier est le Président Félix Houphouët-Boigny qui, depuis toujours, a pris pour modèle de développement, d'équilibre social et de cohésion sociale, la Suisse », a déclaré le président du Sénat ivoirien au terme des échanges. Selon Ahoussou-Kouadio, il s'agit certes d'un pays géographiquement

petit, mais grand par le type de modèle qu'il présente. Pour lui, ce pays est un modèle de stabilité au monde, dont la Côte d'Ivoire devra s'inspirer. « C'est un pays à plusieurs composantes linguistiques et ethniques. Mais tout y est équilibré. Alors, je pense que nous les Ivoiriens, on gagnerait à prendre ce modèle comme une référence, parce que les 60 ethnies de la Côte d'Ivoire aspirent à être une nation », a-t-il indiqué. En outre, Jeannot Ahoussou a souligné les riches potentialités scientifiques de ce pays, dont l'un des exemples est l'École polytechnique fédérale de Lausanne. « Certains de nos jeunes sortis de l'Inp-HB ont continué leur formation à l'École polytechnique fédérale de Lausanne. Ils sont nombreux qui travaillent dans l'administration. Le sérieux, la qualité et la précision Suisse doivent pouvoir nous inspirer

dans tout ce que nous faisons chaque jour. Plusieurs entreprises suisses sont en Côte d'Ivoire depuis longtemps. Elles travaillent, elles distribuent des salaires, paient des impôts, mais elles ne font pas beaucoup de bruit. C'est ça la Suisse ! », a-t-il fait remarquer. Anne Lugon Moulin a salué également l'excellente relation qui unit les deux pays. « En effet, nous avons des relations qui sont marquées par la stabilité, la confiance et l'amitié entre nos deux pays, et c'est cela qu'on veut toujours poursuivre », a déclaré la diplomate. Selon elle, la Côte d'Ivoire dispose d'énormes potentialités. Les entreprises suisses l'ont si bien compris que plusieurs viennent s'y implanter tandis que nombre d'entre elles n'arrêtent pas d'accroître leurs investissements.

N'DRI CÉLESTIN

Visite de travail du Premier ministre dans le Gbôklè

Sassandra : déjà, des signes visibles du développement

Avant la visite du premier responsable du gouvernement dans le Gbôlè, Sassandra affiche un nouveau dynamisme qui laisse augurer des lendemains meilleurs pour tout le département.

Du 13 au 15 février, le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly ira au contact des populations du Gbôklè pour prôner la paix, la cohésion sociale et partager la vision de développement du Président Alassane Ouattara, qu'il projette pour toutes les régions de Côte d'Ivoire et plus particulièrement pour les départements de Sassandra et de Fresco. A Sassandra, étape finale de cette visite, la mobilisation est totale et déjà, des signes concrets de développement ravivent les populations qui entendent réserver un accueil des plus chaleureux au chef du gouvernement ivoirien. Frégo Basile, député de Sassandra,



Le nouveau débarcadère de Sassandra arrive pour booster l'économie dans la localité. (PHOTOS: VÉRONIQUE DADIÉ)

1er vice-président du conseil régional du Gbôklè, président du comité d'organisation régional, travaille en synergie avec l'équipe pilotée par le maire de Fresco, Beugré Fo, appuyé à Sagbadou par l'équipe du député Kébé Mamadou, entouré des responsables du Rhdp et des chefs de villages. Le tout, sous la houlette du ministre Légré Philippe, pour faire de cette visite un acte historique qui restera longtemps gravé dans les mémoires. « Les préparatifs vont bon train et il y a un engouement total des populations dans toutes leurs composantes. Parce que c'est la première fois dans l'histoire de Sassandra qu'une telle visite va avoir lieu. Elle suscite donc beaucoup d'espoir au regard de ce qui a été fait avant même la venue du Premier Amadou Gon Coulibaly », a confié le député Frégo Basile.

Dans sa clairvoyance, il a posé des actes concrets pour restaurer l'autorité et la dignité du Gbôklè », explique le 1er vice-président du conseil régional. Qui voit en cette visite d'Amadou Gon Coulibaly la renaissance de Sassandra. La ville, à un jour de l'arrivée du Premier ministre, a déjà fière allure. A la grande satisfaction de l'élu du peuple. « Nous sommes heureux parce qu'avant même son arrivée, la ville a bénéficié de 10km de bitume. Avec tous les gouvernements qui se sont succédé à la tête de ce pays, et malgré la qualité des cadres de la région qui les accompagnaient,

on n'a jamais vu cette marque d'attention et de considération. Aujourd'hui, la ville de Sassandra a fière allure, la circulation est fluide et le bitume traverse toute la ville. Mieux, un marché unique en son genre nous a été construit par la Coopération japonaise. Il y a des populations qui, depuis des lustres, n'ont jamais connu la joie de l'eau potable. Aujourd'hui, grâce au château d'eau construit par le gouvernement, les populations goûtent déjà aux délices de l'eau potable », a indiqué Frégo Basile. Qui, au vu donc de tout ce qui a été réalisé et sera bientôt fait, consi-

dère cette visite comme un motif d'espoir et d'espérance. « Sassandra, hier la porte d'entrée à l'ouest, est en train de reprendre sa place grâce à la politique éclairée du Président Alassane Ouattara », a-t-il ajouté avec fierté.

Un marché, un débarcadère et un siège de conseil régional dignes de ce nom Inauguration du marché, du débarcadère, du siège du conseil régional, du château d'eau et du centre de santé dans le Trépoint, mise sous tension du village de Gbadjéboué et inauguration de l'Epp Amadou Gon Couli-

baly. La moisson commence bien pour Sassandra. Et le député a tenu à faire la genèse de quelques-unes de ces réalisations. « Au départ, il était prévu la construction du débarcadère par la Coopération japonaise d'une valeur de 12 milliards de Fcfa. Dieu aidant, il s'est trouvé que le site était occupé par l'ancien marché. Du coup, un nouveau marché s'imposait. C'est ainsi qu'est né le nouveau marché qui, en réalité, est l'effet collatéral de la construction du débarcadère. Donc, au lieu d'un débarcadère prévu au départ, la Coopération japonaise nous a offert un nouveau marché.

Le tout, d'une valeur avoisinant les 20 milliards de Fcfa », a-t-il précisé. Avant d'ajouter que le splendide siège du conseil régional répond à la volonté du président Légré Philippe et son conseil de rappeler à l'histoire que la mère du sud-ouest s'appelle Sassandra, et qu'au commencement était Sassandra. C'est pourquoi, le conseil a investi plus de 300 millions de Fcfa pour sa construction. « A tous les sceptiques qui pensaient que Sassandra n'allait jamais connaître le développement, nous leur donnons rendez-vous pour venir constater d'eux-mêmes que rien ne s'opposait à la transformation qualitative de notre ville.

Il a fallu la politique éclairée du Président Alassane Ouattara pour en arriver là et sa détermination à redonner sa dignité à Sassandra et toute sa dimension spirituelle au Gbôklè. Nous avons hâte que le jour arrive pour montrer au Premier ministre Amadou Gon Coulibaly que la région du Gbôklè adhère entièrement et totalement, sans aucune ambiguïté, à la politique du Président Alassane Ouattara » ■

SERGES N'GUESSANT
ENVOYÉ SPÉCIAL
DANS GBÔKLÈ

Coulibaly Lamine (Préfet de la région du Gbôklè, préfet du département de Sassandra):
"Nous sommes fin prêts"

Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly entame une visite dans la région du Gbôklè, à partir du 13 février. Quel est l'état d'esprit des populations, vos administrés ?

Depuis quelques semaines, nous sommes à la tâche. Le corps préfectoral, tout comme l'ensemble des populations de la région, s'active pour accueillir le Premier ministre. Nous avons mis les bouchées doubles pour réserver un accueil triomphal au Premier ministre Amadou Gon Coulibaly qui effectue une visite de travail dans notre région, du 13 au 15 février. En réalité, les populations ont soif de rencontrer une des plus importantes personnalités de notre pays. Nous avons constamment organisé des réunions, nous



rencontrons les différentes directions et les chefs de service de la ville pour bien préparer cette visite.

Quel sens peut-on donner à cette visite de travail ? En décembre 2017, le Premier ministre avait effectué

ici à Sassandra une première visite. Elle avait été ponctuée deancements de projets majeurs et structurants qui font qu'aujourd'hui la ville de Sassandra est en effervescence. Il y a un frémissement au niveau économique. Et nous sentons que les choses bougent beaucoup dans le bon sens. L'arrivée du chef du gouvernement sera l'occasion de connecter au réseau électrique un quartier de Sassandra. De nouvelles écoles, des centres de santé, des châteaux d'eau seront inaugurés, etc. Sassandra amorce une dynamique de développement. C'est tout le sens qu'il convient de donner à cet événement majeur dans notre localité.

population, avant l'arrivée du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly ? Nous sommes fin prêts. La mobilisation est déjà faite. Je suis donc persuadé que toutes les contrées de Sassandra seront présentes pour accueillir le chef du gouvernement en fanfare, et lui exprimer toute la reconnaissance de la région du Gbôklè. Et partant, au Chef de l'État et au gouvernement Sassandra bouge. Et avec la future réhabilitation de la côte et la réalisation d'une autoroute, je vous assure que ce département et l'ensemble de la région connaîtront un puissant dynamisme, en termes de développement. ■

APPENA MARCEL
ENVOYÉ SPÉCIAL
DANS GBÔKLÈ

Un appel à lancer à la po-

• Nouveau marché de Sassandra

Les vendeuses du vivrier accusent...

Sur le nouveau marché de Sassandra (situé à l'entrée de la ville), les femmes qui y exercent une activité font toutes ce constat : «rien ne marche ! ». Et pourtant cette infrastructure financée à plus de 15 milliards de Fcfa par la coopération japonaise et bâtie sur une superficie de 2,5 hectares a suscité beaucoup d'espoir. Au point que 1000 commerçants se sont installés sur ce marché dont la construction a débuté en mars 2017 et s'est achevée l'année dernière. Mais la réalité est plutôt au pessimisme. La majorité des vendeurs affirme ne pas faire recette. La présidente des femmes commerçantes du vivrier, Mme Zambé Alphonsine, dont la structure regroupe 500 adhérentes est du même avis. Pour elle, la concurrence déloyale faite aux commerçantes de son association est l'une des causes de cette mévente. Elle l'a fait savoir, le lundi 10 février, lorsque nous l'avons rencontrée sur ce nouveau site. La présidente Zambé affirme que les commerçantes toujours installées sur le site de l'ancien marché, situé en plein cœur de la ville de Sansandra, donc à proximité de la population, «détournent» les clients. Qui ne voient plus la nécessité de se rendre plus loin, sur le site du nouveau. Pour elle, « ces commerçantes illégales » attirent plus de clients. «C'est le désastre. Mon nouveau fonds de commerce que j'ai acquis en m'endettant est en train de disparaître, puisque nos activités commerciales tournent au ralenti », a déploré la présidente des femmes commerçantes du vivrier. De façon générale,



Des membres de l'Association des femmes du vivrier de Sassandra. (PHOTOS: VÉRONIQUE DADÉ)

des femmes affirment avoir difficilement 1500 Fcfa par jour. Par ailleurs, l'ensemble des commerçantes ont du mal à comprendre le fait que le Conseil municipal semble approuver cette «situation difficile qui est en train de les ruiner». Pour ces dames, «le fait de prélever des taxes auprès de ces commerçantes, toujours installées sur l'ancien marché, est une preuve palpable tangible de cet état de fait».

Dans le but de trouver une solution, face à ce problème, le président de la section locale de la fédération nationale des commerçants de

Côte d'Ivoire, Dramé Mmamadou, indique que sur demande de «ces braves dames, cette préoccupation a été, depuis fort longtemps, portée à la connaissance des autorités municipales. Mais jusqu'à aujourd'hui, aucune réponse favorable n'a, hélas, été apportée».

Autres préoccupations Une autre raison invoquée à l'origine de la mévente des produits vivriers sur le nouveau marché: le coût du transport pratiqué par les taxis communaux. La présidente Zambé Alphonsine déplore « le prix exorbitant que pratiquent les chauffeurs

de taxis, quand ils doivent se déplacer jusqu'au nouveau marché ». Conséquence d'une telle situation: « Les vendeuses grossistes qui se rendent en brousse pour nous apporter des vivriers à commercialiser, ont choisi d'aller vers les femmes commerçantes de l'ancien marché pour minimiser les coûts », fait savoir la trésorière de l'association des femmes commerçantes du vivrier Tia Nesmou. En effet, selon des dames membres de cette union, elles doivent payer le double du tarif du transport

en vigueur pour espérer se rendre au nouveau marché. A propos du coût élevé du transport, le maire de la ville, Sangaré Zié Leonard, indique que des injonctions ont été faites aux transporteurs communaux de la ville de Sassandra afin qu'ils pratiquent des tarifs qui ne sont pas de nature à nuire aux populations. Mieux, il a expliqué qu'avec la prochaine visite du Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, la ville bénéficiera d'une dizaine de kilomètres de bitume. «Une des rues qui sera bitumée en priorité, sera

celle qui part du centre-ville au nouveau marché», a-t-il clairement fait savoir. Pour faire face aux difficultés des commerçantes, le maire préconise ceci : «Nos commerçantes ont besoin d'avoir accès au micro-crédits pour leur permettre de financer leurs petites activités, au risque de confondre les bénéficiaires et les fonds de roulement», plaide Sangaré Zié Leonard.

MARCEL APPENA
ENVOYE SPECIAL A SASSANDRA



L'ancien marché..

Dramé Mamadou (chef des commerçants de Sassandra):
« C'est pour nous que le Premier ministre visite Sassandra »

Pour le président des commerçants de la localité de Sassandra, la visite du Premier ministre n'est guidée, ni plus, ni moins que par le souci d'aider et de réaliser le bonheur des commerçants de la ville. «Il sera ici pour inaugurer, avant tout, des infrastructures très importantes, au nombre desquelles figurent en bonne place, le nouveau marché et le déb

barcadère», a indiqué Dramé Mamadou. Pour tout dire, il est plus que comblé, à l'instar des autres commerçants. «Nous sommes comblés de joie. On peut dire que c'est pour nous que le Premier ministre sera là », a-t-il réitéré. Pour lui, après quatre mois d'activités dans le nouveau marché, les affaires vont crescendo. «Tous les commerçants sont donc mobilisés comme un seul

homme pour lui réserver un grand accueil. Je peux vous assurer que nous sommes fin prêts. Et donc nous irons massivement l'accueillir et exprimer notre gratitude à son endroit et à l'endroit du Président Alasane Ouattara », s'est fermement engagé le patron des commerçants dans la localité de San-Pedro.

M. APPENA

Ville durable

Le patronat ivoirien veut jouer sa partition

En prélude aux rencontres d'Abidjan, le ministre de la ville François Albert Amichia a eu une séance de travail avec la Cgeci.

Présenter les rencontres d'Abidjan sur les villes durables prévues les 27 et 28 février 2020 et solliciter la pleine participation du secteur privé ivoirien dans l'organisation des dites rencontres. Tel est le sens de la rencontre de haut niveau que le ministre de la Ville, François Albert Amichia, a eue avec le patronat ivoirien réuni au sein de la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (Cgeci), le 6 février 2020, au siège de ladite organisation. Au nom du conseil d'administration, le président de la Cgeci, Jean-Marie Ackha, a remercié le ministre de la Ville d'avoir initié cette rencontre qui honore le patronat ivoirien. Avant d'ajouter que cela témoigne de l'importance que le ministre Amichia accorde au secteur privé dans la mise en œuvre des projets de son département ministériel. Jean Marie Ackha a donné l'assurance de la participation du patronat aux rencontres d'Abidjan. Tout en félicitant la Cgeci pour ses performances, le ministre de la Ville a indiqué que le gouvernement ne pourra



Le ministère de la Ville et la Cgeci ont fixé les bases d'une bonne collaboration.

atteindre ses objectifs sans l'implication du secteur privé. Raison pour laquelle, il dit avoir effectué le déplacement de la Cgeci pour solliciter l'accompagnement du patronat dans la réflexion, la mise en place de stratégies et surtout le financement des initiatives du ministère de la Ville, notamment les Rencontres d'Abidjan sur les villes durables. Une initiative en prélude au Sommet

Afrique-France 2020. « Pour cette 28e édition du Sommet Afrique-France, le Président français, Emmanuel Macron, a souhaité que le secteur privé soit partie prenante afin qu'il mette, à la disposition des gestionnaires de cités, des élus et des décideurs, l'expertise qu'il développe dans ses entreprises. Et, les entrepreneurs ivoiriens ne doivent pas rester en marge. C'est dans cet esprit que

nous avons décidé d'organiser les Rencontres d'Abidjan », argumente le ministre Albert François Amichia. Répondant à leurs préoccupations, le ministre Amichia a donné l'assurance que toutes les dispositions seront prises afin de faciliter et de garantir une collaboration fructueuse avec la Cgeci ■

MARC YVOU
(DIRCOM MINISTÈRE DE LA VILLE)

Barreau de Côte d'Ivoire Les jeunes avocats prêts à participer à l'avancée du droit

Le rôle du jeune avocat dans le développement et la consolidation de l'État de droit ». Tel est le thème d'une conférence organisée le 31 janvier, au plateau, par l'Association des Jeunes Avocats de Côte d'Ivoire (Aja-ci). Dénommée la "Matinale", cette plateforme d'échanges et de réflexion à laquelle ont pris part, plusieurs membres du barreau d'Abidjan, est la première activité de l'Aja-ci, au titre de l'année 2020. Elle marque également, le début du mandat de sa nouvelle présidente, Maître Jessica Aya Nanou.

Celle-ci réitérera à l'occasion, son ambition de replacer au cours de son mandat, le jeune Avocat comme acteur essentiel de l'État de droit. "Les membres du jeune barreau sont conscients de la nécessité de percevoir pleinement leur rôle dans la société. Ils représentent la cheville ouvrière du barreau ivoirien et sont prêts à démontrer que derrière leur jeunesse, il y a l'avocat compétent, professionnel, dynamique, prêt à participer à l'avancée du droit en Côte d'Ivoire", a-t-elle affirmé. La présidente de l'Aja-ci a aussi indiqué que cette première édition de la « Matinale de l'Aja-ci » est le top départ de nombreuses autres activités. "Au-delà des conférences-débats, il y aura aussi, le lancement de la maison virtuelle du jeune Avocat, qui est un réseau social privé des jeunes Avocats qui se veut un lieu d'échanges intellectuels et confraternels. Il y aura aussi des ateliers de formation continue, ainsi que des projets et actions, telle que la formation et des visites dans les maisons d'arrêt et de correction, des consultations gratuites au

près des populations, des partenariats avec des associations d'étudiants en droit et bien d'autres activités" a-t-elle annoncé.

La rencontre a par ailleurs été marquée par plusieurs panels. L'ancien Bâtonnier Emmanuel Assi, actuel membre du Conseil constitutionnel a ouvert les débats en se prononçant sur le thème : « L'État de droit et l'état du droit ». Il a indiqué qu'en Côte d'Ivoire, la Cour constitutionnelle est garante de l'État de droit en ce qu'elle oblige l'État à se conformer à ses textes. "C'est donc en cela que l'Avocat doit contribuer à la consolidation de l'État de droit, en se servant des outils juridiques pour défendre les justiciables. Dans ce sens, il ne doit pas hésiter à attaquer une loi lorsque celle-ci semble anti-constitutionnelle", a-t-il souligné. Pour sa part, Maître Francine Aka Anghui, ancienne présidente de l'Aja-ci, et actuellement membre de la Haute autorité pour la bonne gouvernance a mené une réflexion sur le thème : "La société est-elle cuite quand l'avocat n'est pas cru ?". Elle a rappelé le serment de l'avocat, avant d'insister sur la formation, l'indépendance et la liberté de l'avocat, gage de sa crédibilité dans la société. Mme Judith N'vodjo Diakit, Experte, s'est quant-à-elle, interrogée sur le sous-thème: "L'État de droit dans la pratique : Quels chantiers pour le jeune avocat ?". L'experte en droits de l'homme a proposé à l'occasion, que l'avocat revienne à son rôle essentiel de défenseur de la veuve et de l'orphelin ■

CASIMIR DJEUO

Cohésion sociale / Projet Cosay

Les parties prenantes renforcent les acquis

La salle de conférences Parfait Gohourou de la direction générale de la décentralisation et du développement local sise au Plateau a accueilli, le 10 février, la signature du procès-verbal de la rencontre des parties prenantes sur les travaux complémentaires de réhabilitation de voies à Aboobo et Yopougon. La rencontre intervient dans le cadre de la phase II du projet de renforcement des communes pour la promotion de la cohésion sociale dans le Grand Abidjan (Cosay), qui vise à promouvoir la cohésion sociale dans les communes susmentionnées. C'est en cela que la réhabilitation d'infrastructures sociales telles que les écoles, les routes, etc., constitue un prétexte pour renforcer l'interaction, la coopération et la discussion entre les différentes parties prenantes à travers la mise en place de Comités conjoints de gestion (Ccg). À l'occasion, Lazare Dago Djahi, Dg de la Décentralisation et du développement



Le document paraphé par Sakane Koji et Lazare Dago Djahi (à droite).

local, a remercié le gouvernement japonais de l'appui et l'assistance accrus pour l'aboutissement du projet COSAY. Il a indiqué que le projet a eu un impact positif sur les populations cibles. Lazare Dago Djahi a profité de la rencontre pour exhorter les

populations à s'inscrire dans l'élan de la paix, de la réconciliation et de la cohésion sociale, seul gage de progrès et de développement. Pour sa part, Sakane Koji, directeur en chef du Bureau de la consolidation de la paix et de la reconstruction de

l'Agence japonaise de la coopération internationale (Jica), a traduit sa gratitude au gouvernement ivoirien à travers le ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation. Venu de Tokyo pour une mission en Côte d'Ivoire du 02 au 11 février, Sakane Koji s'est réjoui de ce que le projet a contribué à briser le mur de méfiance né de la crise post-électorale. Au regard des résultats obtenus, il a invité chacun des acteurs à jouer sa partition pour la gestion et la maintenance de ces infrastructures qui symbolisent l'effort consacré. Quant aux mairies d'Aboobo et de Yopougon, représentées respectivement par Messieurs Koné Siaka et Coulibaly Issifou, adjoints au maire ainsi que les représentants des communautés, ils ont pris l'engagement de veiller à l'entretien et au bon usage des ouvrages mis à la disposition des populations ■

ABOUBAKAR BAMBA
(SOURCE : DGDDL)

AVIS D'ENQUÊTE DE COMMODO ET INCOMMODO

Monsieur BAILLET Benoit Séverin, Maire de la Commune de Guiglo, a l'honneur de porter à la connaissance de la population qu'une enquête de **Commodo et Incommodo** d'une durée de trente (30) jours, allant du 30 janvier 2020 au 28 février 2020 inclus, est ouverte dans les locaux des services techniques de la Mairie de Guiglo au sujet d'une demande de lotissement d'une parcelle de terrain d'une superficie de 49 ha 38 a 09.5 ca sise au quartier Niela de Guiglo, appartenant à la grande famille SOHOU et formulée par Monsieur GUEI Benoit, Chef de ladite famille.

Cette parcelle est délimitée :

- Au Nord par un bas-fond et la parcelle de Monsieur KOFFI ;
- Au Sud par les parcelles de Messieurs SEGBA et IVON ;
- A l'Est par un bas-fond,
- A l'Ouest par un bas-fond et le cimetière municipal.

Monsieur GBOWA Nohinmandjéhi Marcellin, Chargé du Domaine aux Services Techniques de la Mairie de Guiglo, nommé Commissaire-Enquêteur par décision n°004/CG/SG/ST du 24 janvier 2020, a qualité pour recevoir et enregistrer toutes les oppositions, réclamations et observations qui pourraient être faites, tous les jours et heures ouvrables, dans les locaux des Services Techniques de la Mairie de Guiglo où un registre est ouvert à cet effet.

Guiglo, le 27 janvier 2020
BAILLET Benoit Séverin

Approvisionnement en eau potable à Yao-Obou PK61 Les épouses des ambassadeurs apportent la "vie" à 4000 âmes

La cérémonie d'inauguration de la pompe à motricité humaine, dont les travaux ont coûté 7 millions de F Cfa, s'est déroulée hier dans le département de Sikensi.

Le Groupe des épouses des chefs de mission diplomatique accrédités en Côte d'Ivoire (Gecmd-ci) veut apporter des solutions aux difficultés d'approvisionnement en eau potable des populations rurales les plus démunies. Il s'est ainsi engagé à construire trois pompes à motricité humaine, d'une valeur estimée à 21 millions de FCfa (à raison de 7 millions par pompe) dans des villages comptant une forte population en Côte d'Ivoire.

Ce projet est devenu une réalité depuis hier dans le village de Yao-Obou PK 61, situé dans le département de Sikensi. Où la première pompe à motricité humaine a été inaugurée et gracieusement remise aux 4000 âmes de ce village. L'ouvrage a été réalisé en un temps record grâce à l'expertise de la société Foraci, avec à sa tête Cissoko Hassane Cousteau.

Des prospections sont en cours en vue de trouver des sites susceptibles d'accueillir les deux autres puits, selon le programme des ambassades.



Le Groupe des épouses des chefs de mission diplomatique accrédités en Côte d'Ivoire (Gecmd-ci), heureux d'apporter de l'eau potable aux populations d'Ayo-Obou. (PHOTOS DR)

L'éclat de la cérémonie d'inauguration de ce puits moderne a été rehaussée par la présence de cinq ambassadrices, membres du Gecmd-ci, dont Bouguetaia Farida, épouse de l'ambassadeur d'Algérie en

Côte d'Ivoire et également présidente du Groupe. On notait aussi la présence du sous-préfet du département de Sikensi, Seydou Konaté. Dans son intervention, la présidente du Groupe a dit la joie qui l'étreint au regard

de l'impact qu'aura cette pompe dans la vie des populations. « Nous comptons sur vous pour garder ce précieux puits dans la pérennité. Je demande aux femmes d'en prendre soin », a-t-elle encouragé.

Le chef du village, David Ayo, par la voix de son porte-parole, a pris l'engagement de « sauvegarder ce précieux don ». « Car l'eau est source de vie. Le village en a si conscience qu'il fera tout pour préserver cet ouvrage », a-t-il promis.

Et le sous-préfet Seydou Konaté de renchérir : « Planter un forage dans ce village, c'est semer la vie. Et cette vie sera entretenue. Nous allons nous mettre ensemble pour le suivi du projet ». L'administrateur a rappelé que cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme social du gouvernement ivoirien qui ne ménage aucun effort pour approvisionner la population en eau potable.

Les femmes du village ont pris l'engagement d'entretenir l'œuvre des diplomates. Elles ont exprimé leur « profonde reconnaissance » ainsi que celle des jeunes du village à leurs bienfaitrices. Ensemble, femmes et hommes, jeunes et vieux ont témoigné cette gratitude aux ambassadrices « au grand cœur » par un accueil chaleureux et une forte mobilisation.

« Nous serons désormais

ravitillés en eau potable en toute saison. En plus, nous pourrions mieux savourer nos moments de sommeil... Fini les longs kilomètres à parcourir pour recueillir de l'eau de mauvaise qualité », a témoigné la présidente des femmes, N'Gro Yaka Patricia, avec bonheur.

Par ailleurs, la présidente du Gecmd-ci a rendu hommage à Mme Dominique Ouattara, l'épouse du Chef de l'État ivoirien, pour ses efforts en faveur du bien-être des couches sociales les plus défavorisées. Elle a aussi tenu à saluer l'appui de Mme Ouattara qui a contribué au dynamisme enregistré au sein du Gecmd-ci.

Créé le 12 novembre 2015, le Groupe des épouses des chefs de mission diplomatique accrédités en Côte d'Ivoire (Gecmd-ci) est une association à vocation humanitaire. En plus d'approvisionner les populations en eau potable, elle a un vaste champ d'intervention dans le domaine de l'éducation, la santé, l'insertion sociale des femmes, etc. ■

ISABELLE SOMAN

Énergie solaire

Près de 3 milliards de Fcfa pour la plateforme test de recherche

L'Institut national polytechnique Houphouët-Boigny (Inp-hb) de Yamoussoukro a signé le 7 février, dans ses locaux, deux importantes conventions de partenariat. La première, paraphée avec Green Energy Park Mci du Maroc, porte sur un projet de construction d'une plateforme test de recherche et de formation en Côte d'Ivoire. Une plateforme

dédiée au développement et à la validation des technologies solaires, pour la production d'énergie, le traitement de l'eau et le secteur agricole. En gros, il s'agit de maîtriser toutes les technologies de l'énergie solaire, afin de permettre à l'Afrique de l'Ouest de produire de l'électricité à partir de cette source abondante et à portée de main qu'est le soleil. Les locaux qui vont

abriter cette plateforme test pour toute l'Afrique de l'Ouest sont en construction à l'Inp-Sud, sur une superficie de 1,5 ha. Les travaux prévus pour s'achever dans 6 mois représentent un investissement de près de 3 milliards de FCfa financés par le partenaire. Selon Badr Ikken, directeur général de l'Institut de recherche en énergie solaire et en énergies renouvelables (Iresen) du



Les travaux de construction de la plateforme test ont effectivement démarrés PH Ndiri Célestine

Maroc, cette plateforme test va être équipée de laboratoires de pointe pour la recherche et la formation dans les domaines solaires, notamment des laboratoires pour la caractérisation des composants solaires, les modules de photovoltaïque, les onduleurs, tous les composants de l'énergie solaire, les pièces de formation, a-t-il précisé. La production d'électricité, le traitement des eaux, la formation des étudiants, le

développement de technologies adaptées aux besoins propres en lien avec le changement climatique sont autant de domaines que cette plateforme prend en compte en terre ivoirienne. Pour Koffi N'Guessan, directeur général de l'Inp-HB, il s'agit d'une véritable aubaine pour les étudiants, les enseignants, mais aussi pour toute la Côte d'Ivoire et l'Afrique. Selon Kakou Bi Jean Fabrice, directeur des ressources hu-

maines de ce groupe, qui a paraphé les documents avec le directeur général de l'Institut, il s'agit de nourrir son entreprise de talents et de compétences. Car? selon lui, pour réussir aujourd'hui en affaires, il faut s'offrir des cadres excellents comme ceux formés à l'Inp-HB, a-t-il souligné, avant d'ajouter qu'il s'agit d'un partenariat gagnant-gagnant ■

N'DRI CÉLESTIN

AVIS DE RECRUTEMENT

ELEPHANT VERT Côte d'Ivoire (BIOFERTIL)

Recrute un Contrôleur de Gestion
Expérience 3 ans minimum à un poste similaire
Poste basé à Adzopé

Missions principales :
- le suivi du process budgétaire
- la gestion optimale des coûts
- la gestion du patrimoine

De formation supérieure en Ecole de Commerce (BAC + 5)
Parfaite maîtrise des techniques budgétaires (avec une bonne culture comptable)

Maîtrise des outils bureautiques
Maîtrise du logiciel SAGE (indispensable)
Expérience dans l'industrie
Pratique courante et parfaite du français

Notre projet vous intéresse et vous souhaitez intégrer un groupe innovant, nous vous invitons à transmettre vos candidatures à :

ev.recrutement.cotedivoire@elephant-vert.com

Pénurie d'eau à Adjamé-Macaci Tchagba annonce la fin du calvaire pour fin février

Le ministre de l'Hydraulique a effectué une tournée dans les deux sous-quartiers d'Adjamé pour trouver des solutions à leurs problèmes.

On se souvient encore des débrayages, il y a quelques jours, des femmes de Williamsville et Macaci du fait de la pénurie d'eau dans leurs sous-quartiers situés dans la commune d'Adjamé. Le 10 février, le ministre de l'Hydraulique, Laurent Tchagba, est allé au contact de ces populations avec une forte délégation composée de ses plus proches collaborateurs, pour trouver une solution efficace et définitive à cette situation qui obligeait les femmes et les enfants à parcourir les quartiers environnants pour se ravitailler. Après avoir pris connaissance des raisons de cette situation, il les a assurés de la fin de ce calvaire d'ici la fin de la semaine. « Le problème de Macaci est lié à la panne de la pompe du forage qui alimente le quartier et ses environs. Cette pompe



Le ministre Laurent Tchagba a rassuré les populations de Williamsville et Macaci. (PH: DR)

sera remplacée et d'ici la fin de ce mois de février, le manque d'eau dans ce secteur d'Adjamé ne sera qu'un vieux souvenir », a rassuré

Laurent Tchagba. Pour lui, l'une des raisons du manque d'eau est aussi le vandalisme dont sont victimes les installations de la Société de

distribution d'eau de Côte d'Ivoire (Sodeci). En effet, de nombreux revendeurs, dénoncent-il, prélèvent l'eau sur les canalisations pour la

revendre encore plus cher aux abonnés. « A partir de la fin du mois de février, tout fraudeur qui sera pris dans cette situation répondra de ses actes devant les tribunaux », a-t-il averti. Avant de féliciter tous ceux qui se sont inscrits dans la vision du gouvernement de doter les ménages de compteurs d'eau, à travers le programme social, en s'abonnant à la Sodeci pour avoir leurs compteurs d'eau. Le ministre de l'Hydraulique s'est félicité de la patience des populations et a traduit le soutien du Président de la République et du chef de gouvernement face aux nombreux désagréments que cette pénurie d'eau a pu leur causer. C'est pour cette raison qu'en attendant la réparation complète du forage de Macaci, il engage l'Office national de l'eau potable (Onep) à ravitailler les sous-quartiers, notamment Motoragri, Nouveau quartier,

Macaci et les autres secteurs de Williamsville (Une bonne partie de ce quartier étant couverte depuis dimanche). Par ailleurs, Laurent Tchagba a informé les populations des grandes actions en vue pour les autres quartiers d'Abidjan qui vivent cette même situation. Il a indiqué que d'ici le 1er mars, une vaste opération de connexion au réseau permettra à 155 sous-quartiers comptant plus de 2,6 millions d'habitants d'avoir accès à l'eau potable. Ces travaux prendront fin en septembre. Avant l'intervention du ministre, les représentants des quartiers, Sanogo Kanvally du secteur Motoragri, et Ouattara Alima de Williamsville ont partagé leurs souffrances avec le ministre, avant de saluer sa présence qui vient mettre un terme à leurs difficultés ■

HERVÉ ADOU

Renouvellement du parc automobile Les transporteurs de la région de Gbêkê ont reçu des véhicules

Dans le cadre du renouvellement du parc automobile des transporteurs de Côte d'Ivoire, ceux de la région de Gbêkê ont reçu plusieurs dizaines de véhicules d'une valeur marchande de près de 3 milliards de FCfa. Des cars de transport ont été remis aux bénéficiaires, samedi dernier, par Amadou Koné, ministre des Transports, au cours d'une cérémonie solennelle qui a eu pour cadre, la cour de la préfecture rénovée de la région de Gbêkê. Il avait à ses côtés, Jean-Claude Kouassi, ministre des Mines et de la Géologie, représentant, Amadou Gon Coulibaly, Premier ministre, ministre du Budget et du Portefeuille de l'État. Dans son intervention, Dr Mohamed Kouyaté, directeur général du Fdtr (Fonds du développement des transports routiers) a tenu à préciser que ce programme comprend des véhicules camions bennes de 25 tonnes, des camions appelés généralement des Kia de 6 tonnes, des cars de transport de voyageurs de 41



Les transporteurs ont exprimé leur reconnaissance au Chef de l'État, Alassane Ouattara. (PH: DR)

places et de 26 places. Lors de sa prise de parole, Amadou Koné a demandé expressément au ministre Jean-Claude Kouassi de traduire au Président de la République, Alassane Ouattara, les remerciements des populations pour tout ce qu'il fait pour la région de Gbêkê et singulièrement Bouaké. Pour

le ministre des Transports, convaincu du fait que le Président de la République sait que les principales activités des populations de Bouaké sont le commerce et le transport, il est venu, a-t-il dit, lancer les travaux de reconstruction du grand marché le 22 décembre dernier avec son homologue français,

Emmanuel Macron. « Nous nous retrouvons donc ici cet après-midi pour entamer le second volet du dynamisme de notre région qui est le secteur des transports », s'est-il réjoui. Non sans préciser que les véhicules qui sont exposés ont été acquis par l'État à travers le Fdtr. Aussi, a-t-il prié son collègue

des Mines et de la Géologie de transmettre au Premier ministre et au gouvernement les efforts qui sont faits et qui sont salués par l'ensemble des transporteurs. Le ministre des Transports s'est particulièrement réjoui de ce que ce renouvellement de véhicules des transporteurs va permettre aux popu-

lations de se déplacer dans de meilleures conditions. « Malheureusement, nos parents souffrent et perdent la vie dans les véhicules de transport », a-t-il déploré. Non sans préciser que l'année dernière, ce sont plus de 1500 personnes qui ont perdu la vie sur les routes en Côte d'Ivoire. « Ce que nous faisons, c'est pour permettre de mieux transporter nos populations et ainsi préserver des vies », a-t-il assuré. Face à tous ces efforts déployés par l'État, Ibrahim Diaby, directeur général du Haut conseil du patronat des entreprises de transport routier de Côte d'Ivoire (Hcpetr-Ci), a demandé aux transporteurs de sortir de l'informel et de s'inscrire dans le formel. Pour sa part, Habib Coulibaly, porte-parole des transporteurs, n'a eu que des mots de reconnaissance et de remerciement à l'endroit du Président de la République, du Premier ministre et du ministre des Transports ■

CHARLES KAZONY
CORRESPONDANT RÉGIONAL

Promotion des champions nationaux

Les attentes du secteur privé

Le ministre de l'Économie et des Finances, Adama Coulibaly, a annoncé le 7 octobre 2019 la décision du gouvernement d'accorder un accompagnement spécial à 29 entreprises afin d'en faire des « champions nationaux », dans leur domaine d'activité.

Le secteur privé national garde un souvenir agréable de la Journée nationale du partenariat (Jnp2019) qui a eu lieu le lundi 07 octobre 2019, à Sofitel hôtel Ivoire d'Abidjan. La raison est que le ministre de l'Économie et des Finances, Adama Coulibaly, a donné une suite favorable à l'une des principales attentes formulées par les chefs d'entreprise. A savoir, accorder un soutien particulier à un certain nombre d'entreprises à haut potentiel afin d'en faire le fleuron du secteur privé national.

Cette politique a donné de bons résultats dans d'autres pays africains, notamment le Maroc qui a pu de cette façon impulser le développement de grands groupes privés capables, aujourd'hui, d'étendre leur influence économique en dehors de leurs frontières. « Notre objectif est de favoriser l'émergence de champions nationaux, en vue d'optimiser l'effet multiplicateur de la création de richesse nationale. Au-delà du principe, nous avons initié le processus depuis le début du second semestre 2019. Ainsi, nous avons pu arrêter une première liste multiseCTORielle de 29 entreprises éligibles au statut de champion national, recueillir les attentes de chacun des candidats, initier l'analyse rigoureuse de ces attentes et celles qui seront retenues feront l'objet de contrat de performances autour d'objectifs de développement », avait annoncé Adama Coulibaly.

Les entreprises qui seront retenues feront l'objet de contrats de performances autour d'objectifs de développement, de création de valeur ajoutée, d'exportation de produits manufacturés, de contribution aux finances publiques, de création d'emplois et de développement de pôles régionaux compétitifs, a poursuivi le ministre de l'Économie et des Finances. Toujours selon le gouvernement, le statut de champions nationaux donnera également droit à un renforcement des avantages contenus dans le



La cérémonie de la 4ème édition de la Journée nationale du partenariat (JNP) entre l'État et le secteur privé s'est tenue ce lundi 7 octobre 2019 à Abidjan Sofitel Hôtel Ivoire en présence de plusieurs membres du gouvernement. (PH : DR)

code des investissements – les crédits d'impôts - pour les entreprises qui embauchent et offrent des stages de formation. Les champions nationaux bénéficieront également de l'accompagnement de la direction des marchés publics (Dmp) qui s'attellera à rassurer les banques quant aux critères qui ont présidé à leur sélection. Sans oublier la préférence dont ils feront l'objet dans l'attribution de certains marchés.

Les marchés publics

Le ministre de l'Économie et des Finances, qui s'exprimait à cette cérémonie en qualité de Représentant du Premier ministre, ministre du Budget et du portefeuille de l'État, chef du gouvernement, avait mentionné que cette initiative s'inscrit dans la vision du Chef de l'État, Alassane Ouattara de faire de ces entreprises

des « champions nationaux ». Seulement, depuis cette annonce, les choses n'ont pas beaucoup bougé. Pourtant, le Budget de l'État 2020 qui s'équilibre en ressources et en charges à 8.061 milliards de FCFA est sans conteste une opportunité, en ce début d'année, de lancer ce projet si cher au Président de la République.

Il est de notoriété que toutes les entreprises notamment les multinationales affûtent leurs armes en ce moment, pour capter le plus possible de ces 2.100,3 milliards de F Cfa (hors comptes spéciaux du Trésor) affectés aux dépenses d'investissement cette année.

Les années antérieures, les petites et moyennes entreprises locales n'ont eu accès qu'à une petite portion de ce gâteau financier, malgré les appuis accordés par le

gouvernement. Ce qui a fait dire au secteur privé que les mesures sont insuffisantes, surtout dans un contexte d'ouverture du marché national aux multinationales et aux sociétés étrangères. Lesquelles bénéficient de l'appui financier des institutions financières de leurs pays et parfois de l'influence politique de leur gouvernement. « Le partenariat avec l'État doit privilégier le développement de l'entrepreneuriat national et susciter le plein potentiel de talents et de champions nationaux, que nous appelons de tous nos vœux. Il doit enfin permettre une consultation a priori du Secteur Privé, je dis bien a priori, sur toutes les réformes économiques et sociales majeures de notre pays (...). Il est aussi important que nous puissions continuer la réflexion au-delà de cette journée et nous interroger sur

les dés d'un environnement des affaires, propice au développement du secteur privé et à l'émergence de notre pays », a plaidé Jean Marie Ackha, le président de la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (Cgec) à la cérémonie d'ouverture de la journée nationale du partenariat 2019.

Garanties souveraines

À la faveur de l'aide que le gouvernement veut apporter aux champions nationaux, le secteur privé s'attend certainement à des garanties souveraines pour permettre aux entreprises de lever des fonds substantiels à maturité longue et à des taux faibles pour financer leurs opérations. De même que les patrons d'entreprise espèrent voir se réaliser leurs vœux de se retrouver dans la délégation des hautes autori-

tés du pays lorsqu'elles se déplacent à l'étranger. Appliquée aux Pme locales les plus prometteuses, cette pratique devenue courante dans les pays développés et émergents qui ambitionnent de voir s'exporter le savoir-faire de leurs champions nationaux devrait impacter positivement l'industrialisation du pays.

Le plus important et certainement le plus urgent à faire pour que la volonté du gouvernement de créer des champions nationaux se concrétise efficacement serait de lancer le projet maintenant, en ce début d'année, afin qu'il se nourrisse de la manne financière que constitue notamment les dépenses d'investissement prévues au budget de l'État 2020 ■

DAVID YA

• Attention au piège des capitaux étrangers

Peut-on tenir sa promesse de « champion national » en ayant un actionariat majoritairement étranger ? La question mérite d'être posée, quand on prend en considération les observations faites par Jean Kacou Diagou, président directeur général de Nsia Group, dans une interview accordée récemment à Jeune Afrique. Pour l'homme d'affaires ivoirien, « les pays africains ne pourront se développer qu'avec des capitaux africains. Il est important d'avoir des partenaires, mais il faut garder cette essence africaine. Les Asiatiques se sont développés à l'international avec des partenaires étrangers, mais en restant des groupes asiatiques (...) Je ne suis pas contre les partenariats, mais il y a des moments où nous avons besoin de champions nationaux et régionaux dans nos économies ». Si Jean Kacou Diagou est si méfiant, c'est à raison. Il a failli perdre le contrôle de la société qu'il a fondée en 1995, à la suite de la décision du capital-investisseur français, Améthis, et de la Banque nationale du Canada de revendre les actions de Nsia participations



Alain Kouadio (à gauche), président du groupe Kaydan et Jean Kacou Diagou, Pdg de Nsia Groupe, deux promoteurs acharnés de l'idée de champions nationaux.

acquises en 2015. L'ancien président de la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (Cgeci) regrette le fait que l'objectif du plan du Président Félix Houphouët-Boigny, premier Président de la Côte d'Ivoire, qui était de créer des entreprises d'État et de les céder ensuite à des investisseurs nationaux n'ait pas été atteint. «Malheureusement,

cela n'a pas toujours été le cas. Elles ont plutôt été cédées à des entreprises étrangères. Un pays ne peut pas compter seulement sur des étrangers comme acteurs économiques », déplore-t-il. Dans un article publié dans une tribune de Jeune Afrique, Alain Kouadio, président du groupe Kaydan, ex-vice-président de la Cgeci, exprime un avis similaire à celui de



Jean Kacou Diagou. Ce proche du Pdg de Nsia, dont il a été le vice-président à la Cgeci, soutient que les rares « champions nationaux » africains n'impactent pas véritablement la vie des populations. En cause, « l'internationalisation de la finance qui a profondément modifié la structure capitaliste de ces champions souvent détenus par des acteurs étrangers qui,

grâce aux codes d'investissements de nos pays, peuvent d'ailleurs rapatrier leurs dividendes sans frottement fiscal ». Alain Kouadio rappelle l'exemple allemand, un cas d'école qui devrait inspirer plus d'un État africain déterminé à se doter d'un tissu industriel fort et résilient. « Dans l'Allemagne du XIXe siècle, une politique publique volon-

tariste, appuyée sur la synergie entre l'industrie, la banque et l'État, a favorisé l'émergence de groupes ayant pour objectif de rattraper le retard industriel du pays. Ces derniers ont ensuite bénéficié du protectionnisme de l'État dans une logique de souveraineté nationale, à la sortie de la Seconde Guerre mondiale. De façon générale, c'est le développement économique et la souveraineté nationale, et non pas la croissance inclusive, qui ont guidé ces politiques industrielles volontaristes », pense Alain Kouadio. Et de conclure: « Si les États africains veulent s'engager avec succès sur ce chemin, dans notre époque marquée par la mondialisation de la finance et des chaînes de production, ils devront construire des « filières championnes nationales » avec des entrepreneurs locaux forts sur toute la chaîne économique, soutenus par un secteur bancaire national solide ». En contrepartie, la responsabilité des champions ainsi construits ne devra pas être un devoir moral, mais une stricte obligation réglementaire, conclut le président du groupe Kaydan ■

DAVID YA

• Ce qui a été fait ailleurs

C'est sans appel : la Côte d'Ivoire est encore en quête de champions nationaux. Le président de la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire, Jean-Marie Ackha, l'a fait savoir le 29 mai 2018, lors d'une rencontre entre le patronat ivoirien et Michel Camdessus, l'ancien directeur général du Fonds monétaire international (Fmi) autour du thème: «Champions nationaux et émergence ivoirienne». «En Côte d'Ivoire, le diagnostic est sans appel : les champions nationaux sont quasi inexistants. Les très rares champions nationaux demeurent fragiles, trop petits et trop peu soutenus. Notre tissu d'entreprises ivoiriennes n'est pas encore à la dimension de la puissance économique de la Côte d'Ivoire », a-t-il regretté. Pourtant, ce n'est pas l'envie qui manque aux entreprises ivoiriennes d'avoir une taille leur permettant de disputer d'égal à égal les marchés sur tout le continent avec les mul-

tinationales. L'objectif du patronat ivoirien est « de construire des entreprises ivoiriennes ayant, à terme, une compétitivité de rang international et pouvant exporter le label made in Côte d'Ivoire sur l'ensemble du continent et ailleurs », a poursuivi le patron des patrons d'entreprise. Mais cette ambition aura du mal à se réaliser sans l'appui des pouvoirs publics. «L'histoire économique démontre que les pays qui ont réussi la transformation structurelle de leur économie se sont largement appuyés sur leur secteur privé national et ont favorisé l'émergence de champions nationaux, à l'exemple du Maroc, de la Turquie, de la Malaisie, de la Corée du Sud et du Brésil », a-t-il rappelé. En effet, tous les experts sont d'accord que l'émergence de grands groupes nationaux aura un impact positif sur le développement des pays africains. «Nous devrions encourager la création des champions nationaux et régionaux,



Seton Aliko Dangote, le milliardaire nigérian, c'est d'abord aux Africains de croire et d'investir en Afrique.

afin qu'ils contribuent à favoriser une collaboration efficace entre le secteur public et le secteur privé. Ceci est l'essence même de la philosophie économique émergente appelée Africapitalism, un aspect où le secteur privé dirige un partenariat axé sur le déve-

loppement de l'Afrique », a déclaré Carlos Lopes, secrétaire exécutif de la CEA et Tony Elumelu, l'homme d'affaires du Nigeria dans un article écrit conjointement, dont l'extrait a été publié sur le site de la Cea, le 8 janvier 2014.

Le soutien des États
Des pays, notamment le Nigeria, le Maroc, l'Éthiopie ont réussi dans un délai relativement court à faire émerger des champions nationaux, c'est-à-dire des entreprises locales qui sont devenues les principaux concurrents sur les marchés mondiaux. Chaque pays a mis en œuvre sa stratégie propre. Au Nigeria, l'embargo instauré par le pouvoir politique sur les importations de ciment et de sucre a ainsi permis au Tycoon Aliko Dangote de s'imposer dans ces deux secteurs. Les groupes privés nigériens Oando et Seplat ont, quant à eux, profité de la politique de contenu local, favorisant les sociétés du pays, dans l'extraction pétrolière.

Ces deux entreprises ont par exemple été retenues comme fournisseurs des programmes étatiques Gas to Power visant à électrifier le pays. Cette stratégie a permis à ces champions nationaux de maintenir leur trésorerie à flot et donc leur capacité d'investissement, d'autant qu'elle leur garantit des prix fixes intéressants. Selon l'expert sénégalais Alioune Gueye, directeur d'Afrique Challenge, cité dans un article publié en janvier 2016, en Éthiopie, le « protectionnisme » est beaucoup plus « radical ». «Là-bas, pas un seul McDonald's à l'horizon. Dans le secteur des télécoms, l'État a éconduit de nombreuses multinationales, même quand elles faisaient des offres alléchantes, avec plus de 500 millions de dollars à la clé ! », observe le directeur d'Afrique Challenge, de retour d'Addis-Abeba. «Cette politique a permis l'émergence d'Ethiopian Airlines, aujourd'hui incontournable dans le ciel africain », note l'expert.

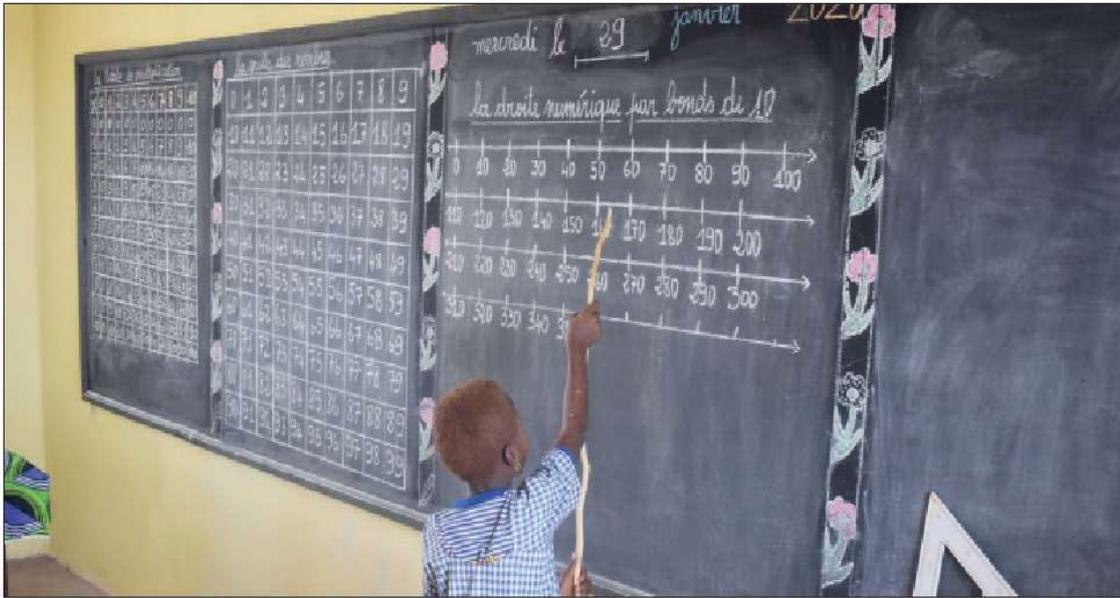
Au Maroc, l'appui des pouvoirs publics a plus consisté à faciliter leur expansion hors des frontières nationales. Dans la mise en œuvre de sa politique de rapprochement avec les pays subsahariens, le roi Mohammed VI entraîne dans son sillage la plupart des grands groupes nationaux appuyés par des structures publiques comme Maroc Export. Bmce, Attijariwafa, Maroc Télécom, Saham (Assurance) et Somagec (Btp) participent régulièrement aux différentes tournées royales en Afrique mais aussi au sein des « caravanes de l'export » qui parcourent les pays africains pour promouvoir le commerce extérieur marocain, appuyées financièrement par le gouvernement et le patronat. La Côte d'Ivoire devrait certainement combiner ces deux stratégies, si elle veut rattraper rapidement son retard ■

D. YA

Éducation nationale / Projet

Une nouvelle méthode pour apprendre les mathématiques et le français

Quelques écoles expérimentent une approche pédagogique qui devrait booster la qualité de l'enseignement au primaire. Nous sommes allés sur le terrain.



La méthode d'apprentissage des mathématiques utilise le comptage par dizaines. (PHOTOS : BLEDSOON MATHIEU)

dans la gestion de l'école et aussi dans le suivi scolaire de l'enfant », explique M. Malgrace Annin qui conduisait l'équipe du Papse.

Ce programme, aussi appelé "Projet mon enfant apprend mieux à l'école", est un projet de développement du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle. Son existence est fondée sur une problématique essentielle : comment relever le niveau des acquis de base des élèves, plus spécifiquement, en lecture et en mathématiques ? L'amélioration du niveau scolaire visée par le projet est aussi axée sur l'environnement scolaire. Objectif: retenir les enfants à l'école en leur offrant un minimum. À ce titre, le projet est intervenu dans la construction d'infrastructures, notamment de classes et de toilettes.

« L'objectif de développement du Papse est d'accroître l'accès à l'enseignement préscolaire et améliorer les résultats d'apprentissage des élèves dans les écoles primaires », explique son coordinateur, Yéo Pefougne Abraham.

Le Papse qui est à sa phase pilote a ciblé six régions de la Côte d'Ivoire : la Bagoué, le Béré, le Bounkani, le Kabadougou, le Poro et le Tchologo.

« Il s'agit des régions où les élèves présentent les plus faibles scores aux évaluations en lecture et mathéma-

Kongodjan, sympathique village en plein pays sénoufo. Pour s'y rendre, il faut demander sa route. Quand on quitte Korhogo et qu'on est sur l'axe qui conduit à Ferké, il faut faire attention pour ne pas rater le carrefour de Kongodjan. « Vous allez où ? Kongodjan ? C'est loin hein » Loin ? C'est ce que signifie, en dialecte sénoufo, le nom du village. Un village qu'il faut rallier en affrontant

(le mot n'est pas fort) une quarantaine de kilomètres sur piste. Une piste qui met à rude épreuve tout véhicule, y compris de type 4 X 4. Pour se rendre à Ferké, chef-lieu, les villageois se déplacent en majorité à moto ou en tricycle. Ce vendredi 31 janvier, ce gros village n'est pas allé au champ. Pourtant, les ruelles sont désertes. Tout le monde est sur la place publique. Les vieux, les jeunes parmi lesquels on remarque

ra beaucoup de jeunes filles portant des bébés au dos. « Le phénomène de fille mère est beaucoup développé ici. Les parents marient tôt leurs enfants à cause des risques de dépravation. La jeune mariée devant être vierge, les familles ne veulent pas courir le risque de déshonneur avec une jeunesse qu'on maîtrise peu, de nos jours », explique un fils du village. Des villageois jugent leurs enfants sous l'arbre à pa-

labres Nous rejoignons la place publique. Au milieu de la foule, le directeur de l'école primaire du village et ses adjoints. Objet de la rencontre: passer en revue les résultats scolaires des enfants. On lit les notes, on cherche à comprendre la raison des mauvaises notes. Dans la foule aussi, des fonctionnaires venus du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique

et de la Formation professionnelle, ainsi que des employés du Projet d'amélioration de la prestation des services éducatifs, en abrégé Papse. C'est justement ce programme qui conseille ce type de rencontres dénommé "Dialogue citoyen" par le projet. « C'est un pan important du projet dans sa volonté d'améliorer la prestation des services éducatifs. Le dialogue citoyen vise l'implication de la communauté



Le projet Papse a construit des blocs latrines...



...et des centres préscolaires et des écoles primaires.

tiques, et où les populations sont parmi les plus pauvres. A travers ce projet, le Gouvernement veut apporter des réponses aux défis de la qualité du système éducatif ivoirien, plus précisément, les apprentissages premiers couvrant les classes de CP1, CP2 et CE1, en lecture-écriture et en mathématiques », a ajouté Yéo Pefougne Abraham.

À Kongodjan, l'école primaire publique a bénéficié d'un centre préscolaire de deux classes et un bloc latrines de trois cabines.

La grande rencontre sur la place publique a permis de situer quelques responsabilités en ce qui concerne les résultats scolaires. Des maîtres se sont-ils absentés ? Quel en est l'impact sur le rendement des enfants ?

Des parents ont-ils extrait un enfant des cours ? Les échanges auxquels nous avons assisté ont été enrichissants.

Le projet intervient donc au niveau pédagogique. Avec des méthodes conçues pour faciliter l'apprentissage du français et l'appropriation des mathématiques. « Quand les enfants arrivent en 6e, on constate qu'ils présentent des carences notoires. Notamment en mathématiques et en français. C'est pour cela que nous avons accueilli le projet avec enthousiasme », a confié le directeur régional de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle de Korhogo, M. Koffi Hyacinthe.

BLEDSON MATHIEU



Les villageois échantent avec les enseignants sur les résultats scolaires. (Photos Bledson Mathieu)

Yéo Pefougne Abraham, coordonnateur du projet Papse « Il faut accroître l'accès à l'enseignement préscolaire »

Pourquoi un projet spécifique pour l'amélioration du système éducatif ? Pour mieux comprendre, l'enjeu, il faut revenir sur le contexte qui a suscité la mise sur pied du projet. En effet, le Projet d'amélioration de la prestation des services éducatifs, encore appelé "Projet mon enfant apprend mieux à l'école", est un projet de développement du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle. Il a été formulé à partir d'un diagnostic réalisé en 2016 par les structures techniques du ministère de l'Éducation nationale, sous la coordination de la task force éducation-formation. Ce diagnostic a mis en exergue les défis que doit relever le système éducatif ivoirien, au nombre desquels la qualité de l'enseignement qui se traduit globalement par un taux faible aussi bien au niveau de l'achèvement du cycle primaire que des résultats d'apprentissage des élèves en lecture et en mathématiques.

Peut-on avoir une idée de ces résultats ?

En 2016, les résultats des évaluations indiquaient que 77% des élèves de CE1 en français et 81 % en mathématiques avaient des résultats très faibles. Mieux, l'évaluation du Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la conférence des ministres francophones (Pasec), qui a comparé 12 pays francophones, a montré que les élèves de Côte d'Ivoire ont des notes inférieures à la moyenne en français, et

font partie de ceux qui enregistrent les plus faibles notes en mathématiques. Il s'est donc posé la question du Comment remédier à cette situation ?

Comment relever le niveau des acquis de base des élèves, plus spécifiquement en lecture et en mathématiques ?

C'est tout le sens de la création du Papse, qui s'inscrit dans le Plan sectoriel éducation-formation 2016-2025. Il bénéficie d'un don de près de 12 milliards de francs Cfa du Partenariat mondial pour l'éducation. La Banque mondiale en assure l'administration.

L'objectif de développement du Papse est d'accroître l'accès à l'enseignement préscolaire et améliorer les résultats d'apprentissage des élèves dans les écoles primaires ciblées dans six régions de la Côte d'Ivoire. Il s'agit des régions où les élèves présentent les plus faibles scores aux évaluations en lecture et mathématiques, et où les populations sont parmi les plus pauvres : la Bagoûé, le Béré, le Boukani, le Kabadougu, le Poro et le Tchologo.

A travers ce projet, le gouvernement veut apporter des réponses aux défis de la qualité du système éducatif ivoirien plus précisément les apprentissages premiers couvrant les classes de CP1, CP2 et CE1, en lecture-écriture et en mathématiques.

Comment comptez-vous y arriver ?

Quatre leviers ont été identi-



fiés, sur lesquels les actions doivent se concentrer. Ils concernent le développement du préscolaire, plus particulièrement les centres préscolaires communautaires, pour préparer les enfants à mieux aborder le cycle primaire, le renforcement des capacités des enseignants aux bonnes pratiques pédagogiques dans les deux disciplines de base : la lecture et les mathématiques. Il y a aussi le renforcement des ressources directes des écoles à travers des subventions pour assurer leur fonctionnement normal, et enfin, de l'implication de toutes les parties prenantes,

notamment les parents d'élèves et la communauté, au fonctionnement et au suivi de l'école à travers le dialogue citoyen.

Quels sont aujourd'hui les premiers résultats ?

Après environ deux ans de mise en œuvre, les premiers résultats, notamment ceux relatifs aux indicateurs intermédiaires, affichent un niveau d'exécution satisfaisant, confortant le ministère, les partenaires et les bénéficiaires, quant à l'atteinte des résultats liés aux objectifs de développement du projet. En termes de résultat, on enregistre à ce jour la construc-

tion et l'équipement de 110 centres préscolaires communautaires de 2 salles de classe et de blocs latrines. Le volet préscolaire communautaire est aussi pourvoyeur d'emplois. En effet, 440 jeunes ont été recrutés et formés dans le cadre du projet pour animer les 110 centres préscolaires. Pour la rentrée scolaire 2019-2020, le nombre d'enfants ruraux de 4 et 5 ans inscrits dans ces centres préscolaires est de 6 792.

Et au niveau du primaire ?

Le projet a permis le renforcement des capacités de la chaîne d'encadrement pédagogique, des enseignants des classes de CP1, CP2 et CE1 aux nouvelles pratiques d'apprentissage de la lecture-écriture et des mathématiques. Au total, ce sont 831 personnes qui ont bénéficié de ces formations. Le projet a également équipé 50 secteurs en matériel roulant et en matériel didactique et pédagogique.

Vous avez aussi évoqué le renforcement de la gestion et de la redevabilité dans le secteur de l'éducation

Cette composante a contribué à renforcer la responsabilité des acteurs de l'école y compris une participation effective des communautés à la gestion de leurs écoles, à mettre en place un mécanisme d'incitation à la performance à travers le financement des écoles lié aux résultats et enfin à renforcer les capacités du ministère à élaborer des politiques qui répondent aux défis du

secteur. A cet effet, un outil de gestion appelé tableau de bord école a été conçu avec l'aide d'un consultant international. C'est un outil de pilotage, de suivi et de contrôle du fonctionnement et des résultats de chaque école. Il y a également une dimension communicationnelle, car il permet de réduire le déficit de communication entre les administrateurs de l'école et les communautés. Cet outil fournira de la matière à partir de laquelle les gestionnaires de l'école et la communauté organiseront périodiquement des rencontres appelées "dialogue citoyen", en vue de comprendre les causes des performances ou contre-performances, demander des comptes sur les résultats, sur la gestion financière, matérielle et humaine des ressources de l'école.

Au titre de la composante relative à l'amélioration de l'environnement des apprentissages dans les écoles bénéficiaires, qui vise à pallier le déficit d'infrastructures dans les 150 écoles primaires ciblées. Il s'agit, entre autres, de la construction d'infrastructures (salles de classe, latrines, hydraulique villageoise) et l'équipement en mobiliers de ces écoles en vue d'améliorer l'environnement des apprentissages pour de meilleurs résultats. Le projet utilise l'approche communautaire pour réaliser ces investissements. A ce niveau, 43 sur les 92 infrastructures programmées sont déjà réceptionnées par les bénéficiaires ■

BLEDSON MATHIEU

Mise en place de la monnaie unique Les Chefs d'État et de gouvernement de la Cedeao satisfaits

Les dirigeants ouest-africains se sont réunis en marge du sommet de l'Ua à Addis-Abeba.



Le Président Alassane Ouattara a contribué au succès des travaux de la Cedeao. (PHOTO PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE)

introduits auprès de la Cour suprême qui, après les avoir examinés, a demandé à la Commission nationale des élections de les traiter par une procédure de vérification de la consolidation nationale des données issues des Commissions régionales, sous l'égide de la Cedeao. Ils ont pris acte du fait que ces diligences ont été accomplies et ont confirmé les résultats communiqués le 17 janvier 2020 par la Commission nationale des élections, qui a transmis son rapport à la Cour suprême. Les leaders de la sous-région ont invité la Cour suprême, organe juridictionnel compétent en matière de contentieux, à jouer pleinement son rôle en conformité avec les dispositions constitutionnelles et le code électoral de la Guinée-Bissau. Ils ont aussi demandé que les travaux de la Cour suprême s'achèvent d'ici le 15 février afin de permettre la normalisation politique et institution-

nelle en Guinée-Bissau. Ils ont également invité la Cne et la Cour suprême à coopérer de manière constructive afin de sauvegarder l'intégrité du processus électoral, condition et gage de paix dans ce pays. Les questions de la fermeture des frontières entre le Nigeria et le Bénin et entre le Nigeria et le Niger ont été aussi abordées. La Conférence des Chefs d'État et de gouvernement de la Cedeao a encouragé les différentes parties à œuvrer afin de normaliser rapidement cette situation dans l'intérêt de tous et de la Cedeao. On notait la présence à cette rencontre de nombreux Chefs d'État, entre autres le Président du Nigeria Muhammadu Buhari, du Ghana Nana Akufo-Addo, du Sénégal Macky Sall, du Burkina Faso Roch Marc Christian Kaboré, de la Sierra Leone, Julius Maada Bio ■

ÉTIENNE ABOUA
ENVOYÉ SPÉCIAL À ADDIS-ABEBA

Le Chef de l'État Alassane Ouattara a pris part dimanche à un sommet extraordinaire de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao). De nombreux points ont été abordés. Notamment la mise en place de la monnaie unique (Eco), la situation en Guinée-Bissau, la question de la frontière entre le Nigeria et le Bénin et le Ni-

geria et le Niger. Sur la monnaie unique, le communiqué final qui a sanctionné cette rencontre mentionne que la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement de l'organisation sous-régionale est satisfait des importantes évolutions engagées par l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) dans la création de la monnaie unique. "La Conférence a été

informée par SEM Alassane Ouattara, Président de la République de Côte d'Ivoire, président de la Conférence des Chefs d'État de l'Uemoa sur la réforme du franc Cfa. Cette réforme est une étape pour parvenir à la mise en place de l'Eco telle que prévue par la feuille de route adoptée par la Conférence des Chefs d'État de la Cedeao. La Conférence a exprimé sa satisfaction sur ces importantes évolutions

engagées ainsi que les éclairages apportés par le président de la Conférence des Chefs d'État de l'Uemoa sur cette question", lit-on dans le communiqué. Autre sujet abordé, la situation en Guinée-Bissau. Les Chefs d'État et de gouvernement de la Cedeao ont noté que suite à la proclamation des résultats par la Commission nationale des élections (Cne), des recours ont été

Pdci-rda La jeunesse de l'Iffou s'engage pour l'obtention des pièces d'identité

Traduisons notre majorité par l'obtention de notre pièce d'identité. Tel est le message qu'a adressé le président national du forum du Pdci-Rda, Koné Issa, à la jeunesse militante du parti de l'Iffou. C'était le 08 février, lors de l'investiture du président régional du forum Pdci-Rda de la région de l'Iffou, tenue au centre culturel de Daoukro. « Nous sommes majoritaires, mais cette majorité doit se traduire si et seulement si nous avons nos pièces d'identité. Et c'est une mission que je vous confie chers militants et sympathisants de la région de l'Iffou. Allez dans les autres départements, allez dans tous les villages et dites aux populations de faire établir leurs pièces d'identité. Une fois que nous avons nos pièces d'identité, nous allons par la voie des urnes gagner les élections. C'est un sacerdoce, c'est une mission que je vous confie », a insisté Koné Issa. Puis, de remettre la feuille de route du président régional du forum du Pdci-Rda, Diby Kouakou Francis. Qui a exprimé sa satisfaction et promis de mettre toute la jeunesse militante du parti en ordre de bataille, pour que la région de l'Iffou donne l'exemple de l'ac-

quisition des pièces d'identité. Ekra Bruno, permanent de la délégation de Daoukro 1, a appréhendé la création du forum, qui est pour lui l'instrument qui permettra de traduire la vision du président Henri Konan Bédié dans tous les hameaux de la région. Mieux, il a encouragé le nouveau président à aller partout où besoin sera, pour faciliter l'acquisition des pièces aux militants. Le député Olivier Akoto, député de Daoukro-Ngattakro (sous-préfectures et communes) a quant à lui appelé l'État de Côte d'Ivoire à faire connaître le processus d'inscription et d'acquisition de la nouvelle carte nationale d'identité aux populations des villages, campagnes et hameaux. « Que l'État fasse connaître le processus d'inscription et d'acquisition de la nouvelle carte nationale d'identité. Qu'il permette aux Ivoiriens d'être informés sur ce processus d'acquisition. Qu'il crée les conditions pour que tous les Ivoiriens qui veulent se faire établir leurs pièces d'identité soient informés », a déclaré Olivier Akoto, qui a souhaité que ce processus de paiement et d'inscription en ligne soit revu par l'État ■

EDGAR YEBOUE

Rhdp (Bangolo)

Le député Thierry Tailly à la tâche

Il est le coordonnateur régional associé de la région du Guémon chargé de la jeunesse et de la mobilisation du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (Rhdp). Homme du terrain, l'honorable Thierry Tailly, député de Bangolo commune et sous-préfecture multiplie les rencontres avec les militants de son parti. Et part régulièrement aussi à la conquête de nouvelles voix. Samedi dernier, ce sont les contrées du canton Zarabaon, particulièrement les populations de Pinhou, qui ont accueilli le jeune élu de la nation. Thierry Tailly a d'abord rencontré les responsables locaux du Rhdp à qui il a traduit le message du Président Alassane Ouattara leur demandant d'investir toutes les contrées du pays pour sensibiliser les militants à l'établissement des pièces d'identité en vue de l'élection prochaine. Il a particulière-



ment insisté sur l'importance de cette mission. Parce que pour lui, un militant, même très actif, sans pièce d'identi-

té n'est guère utile à son parti. Avant de s'adresser à toute la communauté qu'il a entretenue sur les valeurs de paix et

de développement du Rhdp. Aux populations, le coordonnateur régional associé de la région du Guémon chargé de la jeunesse et de la mobilisation du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix a également expliqué la nécessité de se faire établir une carte nationale d'identité. Le député de Bangolo commune et sous-préfecture a aussi échangé avec les responsables traditionnels et religieux du canton Zarabaon. Il a également exhorté ses militants à cultiver la cohésion, l'entente, le pardon mutuel pour un vivre-ensemble harmonieux et paisible. À chaque étape, Thierry Tailly a remercié tous les cadres, élus, délégués, coordonnateurs et responsables Rhdp, car selon lui, « c'est de leur volonté à servir la nation que tient la force de leur formation politique » ■

B. M.

Pour dynamiser le marché des capitaux de l'Uemoa Les 5 propositions d'Amadou Gon Coulibaly

Ouvrant hier, à Abidjan, la Conférence internationale sur les marchés financiers, le Premier ministre a souligné l'impératif de la mobilisation d'une épargne importante et durable pour le développement de nos économies.

J-Cap. L'acronyme est inhabituel pour une initiative portant sur les marchés de capitaux, dont le lexique est d'ordinaire plutôt peu ouvert à la compréhension du profane. Le groupe de la Banque mondiale - et particulièrement, son institution dédiée au financement du secteur privé, à savoir la Société financière internationale - a voulu sans doute démystifier ces marchés nécessaires au financement des économies en privilégiant la simplicité pour mieux faire passer le message : développer les marchés de capitaux dans les pays cibles dont les huit États de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa).

Créé en 2017 par la Banque mondiale et l'IFC dans le but d'aider les pays en développement à bénéficier des avantages que procure l'établissement de marchés financiers locaux solides, le Programme conjoint pour le développement des marchés financiers (J-Cap, selon son acronyme anglais) tient à Abidjan, depuis hier, sa première grande conférence. Avec pour thème : « Investir pour la croissance ». Ouvrant cette rencontre à laquelle prennent part plus de 350 experts de la finance et des décideurs gouvernementaux en provenance de la Banque mondiale, des pays de l'Uemoa et d'ailleurs, le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly a d'abord



Amadou Gon Coulibaly a émis le vœu que la conférence permette de jeter les bases d'un marché de capitaux à long terme, financé par l'épargne des ménages et permettant la distribution de la croissance économique auprès des populations. (PH: JOSEPHINE KOUADIO)

mis en exergue les « remarquables progrès de notre marché financier régional commun à huit États partageant une unique monnaie et une même réglementation », avant de préconiser cinq actions fortes à mettre en œuvre, en coordination avec la Brvm (Bourse régionale des valeurs mobilières) et le Conseil régional pour l'épargne publique et les marchés financiers (transformé récemment en Autorité des marchés financiers) pour « aller encore plus loin ».

En tête de liste de ces actions, le chef du gouvernement ivoirien a souligné la nécessité de favoriser une plus grande disponibilité de l'information financière pour tous les investisseurs. L'accès à une information financière fiable et de qualité représentant un aspect fondamental du processus décisionnel de l'investisseur, y faire droit dans l'espace Uemoa accroîtrait sans doute l'attractivité de la zone. Il conviendrait aussi, sur ce chapitre, de veiller à rendre

ces informations disponibles également en anglais, langue de prédilection de la finance contemporaine. En deuxième lieu, il faut réduire les coûts et les délais d'obtention de visa et de cotation pour les émetteurs et les coûts d'accès au marché pour les investisseurs, a ajouté le Premier ministre. Consolider le marché des titres publics par syndication est la troisième mesure préconisée par Gon Coulibaly. La syndication dans le monde de la finance, faut-il le rappeler, renvoie à un re-

groupement de plusieurs porteurs, généralement des Sgi (Sociétés de gestion et d'intermédiation), dans le but de réaliser une opération financière. C'est le rassemblement de ces établissements financiers qui est dénommé « syndicat ». Les opérations de syndications financières concernent surtout le placement d'un emprunt obligataire auprès d'investisseurs ou la mutualisation d'un financement bancaire. Au niveau de la zone Umoa, souligne l'Agence Umoa-Titres spécialisée sur la question de l'endettement souverain, quand une société ou un État souhaite se financer directement sur le marché en émettant des obligations, elle/ou il fait appel à un chef de file, qui prend en charge l'organisation de cet appel de fonds après approbation de l'opération par le Crempf. Quatrièmement, il faudra diversifier les sources de financement des États et des entreprises tout en élargissant la base des investisseurs. La cinquième action proposée consiste à renforcer l'éducation financière des investisseurs et la sensibilisation des émetteurs à la communication financière. Le Premier ministre a également insisté sur la nécessité de mobiliser une épargne importante et durable indiquant que celle-ci constituait « un impératif majeur pour le dé-

veloppement de nos économies, confirmant le lien étroit entre l'épargne et le taux de croissance économique des États, à travers notamment le taux d'investissement ». Selon les chiffres du Fonds monétaire international, en 2019, le taux d'épargne dans la zone euro était de 13 % contre plus de 40 % pour les pays asiatiques, tandis que l'Afrique subsaharienne se situe autour de 16 %.

Un taux d'épargne à 20% du PIB

Pour la Côte d'Ivoire, a indiqué le chef du gouvernement, « malgré un taux de croissance économique annuel moyen de 8 % sur la période 2012-2018, le taux d'épargne s'établit à 20 % du PIB en 2018 ». Il y a donc lieu de développer davantage l'épargne domestique afin de l'établir à un niveau proche des ambitions de développement de la zone Uemoa.

Gon Coulibaly a ainsi émis le vœu que la conférence permette de jeter les bases d'un marché de capitaux à long terme, financé par l'épargne des ménages et permettant la distribution de la croissance de nos économies auprès des populations. Rappelant que c'est grâce au développement des marchés financiers dans les années 80, que les pays émergents, notamment ceux de l'Asie, de l'Amérique latine et de l'Europe de l'Est ont connu une croissance économique spectaculaire se taillant ainsi une place de plus en plus importante dans l'économie mondiale, le Premier ministre a appelé la zone à s'en inspirer. Par ailleurs, « il est essentiel d'adopter des politiques communautaires structurelles, visant à améliorer la compétitivité et l'inclusivité de la croissance, pour réduire la vulnérabilité aux chocs extérieurs, constituer des coussins d'amortissement, stimuler une croissance tirée par le secteur privé et pérenniser sa dynamique », a conclu le Premier ministre.

L'on saura, à la clôture de la Conférence aujourd'hui, si les ovations ayant accompagné les propositions du Premier ministre auront été traduites dans les faits, à travers les recommandations finales ■

VALENTIN MBOUGUENG

Adama Coulibaly, ministre de l'Économie et des Finances de Côte d'Ivoire

« Une plus grande intégration régionale sera bénéfique »

Comment développer des marchés de capitaux efficients dans la zone Uemoa (Union économique et monétaire ouest-africaine regroupant huit États) dans un contexte international marqué par des tensions commerciales persistantes entre certaines puissances et des incertitudes économiques au sein de la zone euro relatives au Brexit, sans oublier des prévisions mondiales de croissance en 2020 pessimistes, estimées à moins de 3 % par le FMI ? Pour le ministre de l'Éco-

nomie est des Finances, Adama Coulibaly, en dépit de ces contraintes peu favorables aux entreprises internationales, les marchés financiers africains devraient gagner en attractivité en 2020. Dans ce contexte, a-t-il souligné hier lors de la cérémonie d'ouverture du Forum conjoint sur les marchés de capitaux, « une plus grande intégration régionale, à travers notamment l'opérationnalisation efficace de la zone continentale de libre-échange africaine et le rapprochement des marchés

financiers de la Cedeao (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest regroupant 15 États) constitueront pour notre zone un contrepoids bénéfique ». Dans la plupart des économies des pays impliqués dans l'initiative conjointe J-CAP, a également fait remarquer M Coulibaly, le dynamisme de l'activité économique est soutenu et nécessite, pour durer, d'importants investissements aussi bien dans les secteurs productifs que sociaux. Dans un tel environnement

également caractérisé par un secteur privé en plein essor nécessitant l'accompagnement du système financier, les marchés boursiers apparaissent comme le levier essentiel de financement des économies, a soutenu le ministre. Qui a souhaité voir l'ensemble des acteurs des marchés boursiers partager leurs expériences et faire des propositions qui contribueront à améliorer le fonctionnement de ces marchés. ■

V. MBOUGUENG

Financement de la nouvelle politique forestière Le gouvernement consulte les parties prenantes avant la table ronde des bailleurs

Le plan d'action de la stratégie de mise en œuvre de la politique nationale de préservation, de réhabilitation et d'extension des forêts adoptée en mai 2018 est chiffré à 616 milliards de F Cfa. Un montant qui doit provenir

essentiellement du secteur privé et des partenaires techniques et financiers. Aussi, une table ronde dite des bailleurs pour la mobilisation des ressources requises est-elle prévue dans les prochains mois. En prélude à cette rencontre,

le ministère des Eaux et Forêts a organisé, le 6 février au siège du patronat au Plateau, une série de consultations avec les partenaires techniques et financiers de l'État, les entreprises du secteur privé ivoirien, les industriels du chocolat et

les parties prenantes à l'initiative cacao et forêts. L'objectif était de susciter leur intérêt pour le financement des projets qui seront présentés à la table ronde afin d'aboutir, au soir de cette rencontre, à l'annonce de financements concrets par

les partenaires du gouvernement. Plus concrètement, il a été question de travailler de sorte à avoir des synergies dans l'élaboration des programmes et projets entrant dans la mise en œuvre de la nouvelle politique forestière. En l'espace d'un demi-siècle (des années 1960 à ce jour), la Côte d'Ivoire a imprudemment perdu plus de 80% de son couvert forestier, passant de 16 millions d'hectares à environ trois millions aujourd'hui. Mesurant la gravité de la situation ainsi que son évolution, le gouvernement s'est résolument engagé à inverser la tendance de la déforestation. Cet engagement s'est inscrit dans un cadre participatif et inclusif et inspiré de ce qui se fait de mieux ailleurs. Il intégré

aussi les exigences de lutte contre le réchauffement climatique. En deux ans (depuis 2018), des actes majeurs ont été posés, dont l'adoption de la nouvelle Politique forestière ainsi que sa stratégie de mise en œuvre, la promulgation du nouveau Code forestier (le 23 juillet 2019) par le Président de la République et l'institution de la Journée nationale de plantation d'arbres tous les 15 novembre. En 2019, cette opération de plantation avait permis de planter environ 1,2 million d'arbres sur toute l'étendue du territoire national. Cette année, l'ambition est d'atteindre cinq millions d'arbres ■

FAUSTIN ÉHOUMAN



REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Union-Discipline-Travail



RECENSEMENT DE
LA POPULATION
2020

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
Société d'Etat

Direction Nationale

Le Coordonnateur Technique

N°002/INS/DN/CTAAAF/URHAJ

Abidjan, le 06 Février 2020

AVIS DE RECRUTEMENT

Dans le cadre de la réalisation du **Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RP2020)**, le Bureau Technique Permanent du Recensement (BTPR) recrute **trente trois (33) Assistants Administratifs et Comptables**:

I. PROFIL DU CANDIDAT

- Être ivoirien ;
- Être âgé de 18 ans au minimum et de 45 ans au maximum, au moment du dépôt du dossier de candidature ;
- Être titulaire au minimum d'un Brevet de Technicien Supérieur (BTS) en Comptabilité et Finances ou équivalent ;
- Avoir une expérience professionnelle d'au moins un an en comptabilité ;
- Avoir une expérience dans la gestion des ressources humaines est un atout ;
- Avoir des connaissances en logiciel de gestion et bureautique ;
- Avoir le respect du secret professionnel ;
- Être en bonne santé physique, mentale et intellectuelle ;
- Être capable de travailler en équipe et sous pression ;
- Être capable de rédiger un rapport.

II. CONDITIONS D'EXECUTION DU CONTRAT

- La durée du contrat est de trois (03) mois ;
- Les intéressés percevront un salaire mensuel brut d'un montant de deux cent cinquante mille (250.000) FCFA ;
- Les intéressés seront affectés dans les trente trois régions administratives.

III. DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature devra comprendre :

- Une lettre de motivation adressée au Directeur National du RP ;
- Un Curriculum Vitae (CV) ;
- Une photocopie légalisée du diplôme ;
- Une photocopie du titre d'identité légal (Carte Nationale d'Identité, attestation d'identité, passeport).

IV. DATE ET LIEU DE DEPOT DES DOSSIERS DE CANDIDATURES

Les dossiers de candidature doivent être déposés sous plis au siège du Bureau Technique Permanent du Recensement de la Population et de l'Habitat (RP2020), sis aux deux plateaux Vallon non loin du BURIDA, auprès de la secrétaire des Unités du BTPR, du 07 au 13 février 2020, de 7h30 à 16H30, délai de rigueur.

Le pli portera au verso impérativement, les noms, prénoms et contacts du candidat.

Seuls les candidats présélectionnés seront contactés.
NB: AUCUN FRAIS DE DOSSIER N'EST EXIGE

Contact: 22 54 95 15/16

Bureau Technique Permanent du Recensement ; Siège : Abidjan-Cocody, 2 Plateaux, Vallons ; Tél : 22 52 95 15 /16 ; www.rgph.ci , Facebook RP2020, Twitter : Recensement2020

Petroci

Joachim Beugré, nouveau président du Conseil d'administration

Daniel Gnangni a cédé, hier, le poste de président du Conseil d'administration (Pca) de la Société nationale d'opérations pétrolières de Côte d'Ivoire (Petroci) à Joachim Beugré, après avoir occupé cette fonction durant cinq ans.

La cérémonie de passation des charges s'est déroulée dans la salle de réunions du Conseil d'administration de ladite société, au 9e étage de l'immeuble Hévéa.

Comme de tradition, la passation des charges a été précédée d'une réunion du Conseil d'administration au cours de laquelle le nouveau Pca a été désigné par les autres administrateurs pour présider le Conseil.

Joachim Beugré a fait son entrée au Conseil d'administration de la Petroci en tant que représentant du Président de la République, sur décision du Conseil des ministres du mercredi 5 février.

Dans une brève allocution, Daniel Gnangni, le président sortant, a exprimé sa reconnaissance au Président Alasane Ouattara, au Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, pour lui avoir donné l'occasion de « servir son pays » en tant que directeur général de 2010 à 2015 et président du Conseil d'administration de Petroci, de 2015 à 2020. Il a également remercié le Conseil d'administration, la direction générale et le personnel de Petroci pour la franche collaboration dont il



a bénéficié tout le temps qu'il était aux commandes de l'entreprise. A son successeur, il a souhaité plein succès dans sa nouvelle fonction. Pour ses premiers mots en tant que président du Conseil d'administration de Petroci, Joachim Beugré a souligné qu'il n'est pas expert en matière pétrolière. « J'arrive avec un regard extérieur pour apporter ma contribution de profane » à tous ceux qui œuvrent chaque jour pour mettre à la disposition de la population un produit de qualité et bon marché. Il a remercié le Chef de l'État, le Premier ministre et son ministre de tutelle pour la confiance placée en lui. Il a salué le parcours de son prédécesseur et promis qu'il n'hésitera pas à recourir à ses conseils, au besoin ■

DAVID YA

Coopération multilatérale

Anshula Kant : « Nous souhaitons travailler davantage sur le potentiel de la Côte d'Ivoire »

La directrice générale du Groupe de la Banque mondiale a eu des séances de travail avec le vice-Président de la République, puis avec le Premier ministre.

Anshula Kant, la directrice générale du Groupe de la Banque mondiale, a exprimé hier, la volonté de son institution d'approfondir la coopération avec la Côte d'Ivoire pour permettre au pays d'exploiter au mieux son potentiel dans les domaines de l'économie numérique, de l'inclusion financière et du développement des marchés de capitaux. C'était au sortir d'une audience avec le vice-Président de la République, Daniel Kablan Duncan, au palais présidentiel au Plateau. « Nous souhaitons travailler davantage sur le potentiel de la Côte d'Ivoire dans les chantiers de l'économie numérique, de l'inclusion financière et du développement des marchés de capitaux », a-t-elle déclaré. Notons qu'Anshula Kant a été reçue en audience par le vice-Président, en marge de la première conférence



Le vice-Président a réitéré la volonté ivoirienne de renforcer les relations avec l'institution financière internationale. (PH: JOSÉPHINE KOUADIO)

du Programme conjoint de développement des marchés financiers (J-Cap) 2020, qui se tient les 10 et 11 février au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire,

autour du thème : « Investir pour la croissance ». Le rencontre est organisée à l'initiative de la Société financière internationale (SFI/IFC),

membre du groupe de la Banque mondiale, avec pour objectifs de présenter des expériences du monde entier et examiner comment les

répliquer, proposer de nouveaux partenariats, des opportunités d'investissement et d'affaires aux participants et permettre de promouvoir les idées innovantes explorées lors des échanges entre les secteurs public et privé et les groupes de travail. Les travaux ont mobilisé environ 350 experts sur les marchés financiers et des décideurs gouvernementaux du monde entier pour plancher sur le thème.

Anshula Kant a également eu une séance de travail avec le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly. Et la délégation qu'elle a conduite était composée notamment de Sérgio Pimenta, Vice-président Moyen-Orient et Afrique, John Gandolfo, Vice-président et trésorier de la Société financière internationale (Sfi), Aliou Maïga, directeur régional de la Sfi pour l'Afrique de l'Ouest et centrale en charge des opé-

rations de l'institution dans cette région.

Anshula Kant a pris fonction depuis octobre 2019. Elle est responsable des stratégies financières et de gestion des risques du Groupe de la Banque et de ses institutions. Cela comprend la surveillance de toutes les activités ayant une incidence sur le cadre d'adéquation des fonds propres de la Banque mondiale, le potentiel d'optimisation du bilan, les rapports financiers, la gestion des risques et la mobilisation des ressources financières conformément à la stratégie du Groupe de la Banque mondiale. De nationalité indienne, Mme Kant était auparavant directeur général de la State Bank of India (SBI) pour la politique de crédit, le risque, la conformité et le portefeuille d'actifs stressés de la banque ■

ABOUBAKAR BAMBA

Report
CÔTE D'IVOIRE
VOTRE VOIX COMPTE

L'opinion des jeunes sur La jeunesse et la migration

MINISTÈRE DE LA PROMOTION
DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI
DES JEUNES

Pourquoi crois-tu que les enfants et les jeunes migrent d'un pays à un autre?

Améliorer leur situation économique	87%
Fuir la violence	7%
Pour les études	5%
Rejoindre leur famille	1%

Selon toi, migrer d'un pays à un autre est...

Processus dangereux	82%
Processus sûr	18%

Selon toi, quels sont les problèmes les plus importants auxquels font face les enfants et les jeunes migrants?

Abus physiques/Exploitation	52%
Accès difficile aux services	20%
Discrimination	15%
Accès difficile au logement	12%

“ La migration des populations est historique en Afrique. Toutefois, au cours des dix dernières années la migration irrégulière et l'exploitation des enfants ont pris beaucoup plus d'ampleur. Nous travaillons pour apporter des informations nécessaires sur les conditions d'une migration régulière et des services appropriés à ces personnes vulnérables dans le cadre d'un système de protection de l'enfant. ”

Hyacinthe Sigui
Spécialiste de la Protection de l'Enfant UNICEF

Pour plus d'informations,

Envoie **MIGR** | **SMS 1366**
 U-Report Côte d'Ivoire